

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2343 - 28 juin 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Pouvoir d'achat,
chômage,
retraite...**

**La coupe
est
pleine !**

Brésil

**La
population
toujours
mobilisée**

p. 8

Budget 2014

**L'austérité
encore au
programme**

p. 4

Sevelnord, Chantiers STX, FM...

**Accords de compétitivité:
les patrons à l'attaque**

p. 13 et 15



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Budget 2014
- Logement, pénurie et abus
- Baisse du taux du livret A
- p. 5 ■ Conférence « sociale »
- Hollande et le leurre des emplois non pourvus
- Évasion fiscale
- p. 6 ■ Villeneuve-sur-Lot, le piège du Front républicain
- Affaire Tapie (suite)
- Le gouvernement sauve deux emplois de PDG
- p. 7 ■ Des enfants que la société juge indésirables
- Expulsions dans l'agglomération de Grenoble
- Nouvelle-Calédonie : la loi selon le gouvernement
- p. 10 ■ Assistants d'éducation
- Mairie de Saint-Nazaire

Dans le monde

- p. 8-9 ■ Brésil : la population dans la rue
- Mexique : esclavage pas mort
- Espagne : Ribalca pactise avec Rajoy
- États-Unis : les grandes oreilles de la NSA
- Autriche : faillite de la construction
- p. 16 ■ Hollande et les patrons au Qatar
- La guerre civile en Syrie et l'enjeu gazier
- Les femmes de la rédaction du journal *Les Échos*

Dans les entreprises

- p. 11 ■ Goodyear – Amiens
- Gates – Nevers
- Caisse d'allocations familiales - Val-de-Marne
- p. 12 ■ SNCF – Dijon
- SNCF – Les Aubrais
- p. 13 ■ Chantiers navals STX
- Airbus – Toulouse
- Carrefour – Rennes
- p. 14 ■ Hôpital de Morlaix
- Hôpital de La Rochelle
- Finances publiques – Paris 17^e
- p. 15 ■ Sevelnord – Valenciennes
- Française de mécanique – Douvrin
- Manifestation à Carhaix

Lutte Ouvrière à votre rencontre

Un an après l'arrivée au pouvoir de Hollande, les travailleurs n'ont plus aucune illusion sur le « changement » promis. Non seulement le gouvernement socialiste n'est pas revenu sur les attaques du précédent gouvernement, notamment contre les retraites et les acquis sociaux, mais il poursuit dans la même voie.

Le monde du travail continue de payer pour une crise financière et économique dont il n'est pas responsable : la flexibilité du travail est passée dans la loi, et

le chômage ne cesse de croître tandis que le niveau de vie de la population laborieuse diminue.

Quelles perspectives ont les travailleurs pour ne pas continuer à subir les coups de gouvernements entièrement dévoués au grand patronat ? Doivent-ils attendre quatre ans de prochaines élections qui, on le voit, ne changent rien à leur sort, avec la possibilité que cela soit encore pire si une droite ou une extrême droite foncièrement antiouvrières en sortent renforcées ? Ou bien doivent-ils se préparer à une lutte d'ensemble

contre ce système de fous qui voit l'accumulation des richesses à un bout de la société, et l'extension de la pauvreté à l'autre extrémité, chez ceux qui ne vivent que de leur travail, pour ceux qui en ont un ?

C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent discuter avec vous. Alors, profitez du répit offert par les vacances pour venir les rencontrer dans les villes où les caravanes de Lutte Ouvrière feront étape. Vous trouverez ci-dessous, les premières étapes de juillet.

AQUITAINE

Lundi 1^{er} juillet : Bordeaux-Centre – Mériadeck

Mardi 2 juillet : Bordeaux-Nord – Grand-Parc

Mercredi 3 juillet : Bègles

Jeudi 4 juillet : Mérignac



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Fête régionale de Lutte Ouvrière

PERPIGNAN

Dimanche 30 juin à partir de 11 h 30

Terrain de la Chapelle-Saint-Pierre à Clair

RÉGION DU HAVRE

Lundi 8 juillet : Le Havre

Mardi 9 juillet : Gonfreville-l'Orcher et Harfleur

Mercredi 10 juillet : Lillebonne

Jeudi 11 juillet : Fécamp

Vendredi 12 juillet : Bolbec

Samedi 13 juillet : Le Havre

AIN – SAVOIE

Lundi 8 juillet : Villefranche-sur-Saône

Mardi 9 juillet : Oyonnax

Mercredi 10 juillet : Bourg-en-Bresse

Jeudi 11 juillet : Albertville

Vendredi 12 juillet : Chambéry

Samedi 13 juillet : Annecy (Haute-Savoie)

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes) www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

Chômage, pouvoir d'achat, retraite, la coupe se remplit : elle finira par déborder !

Emploi, salaires, retraites, compétitivité, TVA : sur tous ces sujets, il n'y a aucune différence entre la politique menée par Hollande et celle que menait Sarkozy, si ce n'est dans la méthode affichée. À la différence de la droite, qui assumait ses attaques contre les classes populaires, le gouvernement socialiste est plus hypocrite. Comme la réforme du code du travail, la réforme des retraites doit, dit-il, être le fruit du « dialogue social » et de la « concertation ». Quelle mascarade !

Le gouvernement n'a peut-être pas arrêté toutes les modalités de sa future réforme, mais il en a décidé l'essentiel : la durée de cotisation sera augmentée pour tout le monde, jusqu'à 43 ou 44 années. Les confédérations syndicales et le patronat peuvent discuter pendant des semaines et s'empailler sur des détails, le recul est décidé et programmé par le gouvernement. La date du vote à l'Assemblée est même peut-être fixée. Il ne manque plus que l'enrobage.

Parce que le gouvernement réfléchit à des aménagements pour les jeunes, les femmes et les métiers pénibles, il parle de réforme « juste ». Mais ce qu'il donnera d'une main, il le reprendra de l'autre car, en augmentant la durée de cotisation pour tous, c'est bien tous les travailleurs qui reculeront !

Quant à prétendre que cette réforme n'aurait rien à voir avec celle de Sarkozy, car l'âge de départ ne sera pas touché, c'est se moquer du monde. Avec 43 ou 44 annuités de cotisation, il faudrait commencer à travailler à 19 et 18 ans pour toucher une retraite complète à 62 ans. Faut-il rappeler qu'un jeune de moins de 25 ans sur quatre est aujourd'hui au chômage ?

Ce discours sur une réforme « juste » est de la poudre aux yeux. Que le gouvernement parvienne ou pas à entraîner dans son jeu les confédérations syndicales ne rendra pas cette attaque meilleure.

« Nous vivons plus longtemps, nous pouvons travailler plus longtemps », entend-on du matin au soir. Mais avant de forcer les salariés à travailler jusqu'à 65 ou 67 ans, il faudrait embaucher les chômeurs. Et que dire des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ne « peuvent » pas travailler plus longtemps parce qu'ils sont licenciés, malades ou en invalidité bien avant 60 ans ?

« Nous pouvons travailler plus longtemps. » Mais qui

parle au nom de ce « nous » ? Des sénateurs ? Des ministres ? Des grands patrons ? Eh bien, il faut croire que ce n'est pas le travail qui les use ! Sur le terrain de l'espérance de vie, « nous » ne sommes pas du tout égaux : entre un cadre et un ouvrier, il y a sept ans d'espérance de vie en moins.

Et ces chiffres ne disent rien de l'état de santé ! Tous les retraités ne se portent pas aussi bien que les seniors montrés dans les publicités, et c'est sans même parler des travailleurs qui ont eu des métiers pénibles, de ceux qui ont travaillé avec des horaires décalés ou de nuit. C'est sans parler de ceux qui ont été empoisonnés au travail, par l'amiante ou d'autres produits toxiques.

Oui, l'espérance de vie augmente, et alors ? Tout au long des 19^e et 20^e siècles, l'espérance de vie s'est accrue, et c'est allé de pair avec la réduction du temps de travail. Et on voudrait nous faire croire que ce n'est plus possible ! Aujourd'hui, la société part de plus haut, les richesses et les progrès se sont accumulés et continuent à s'accumuler malgré la crise.

Les travailleurs sont bien placés pour savoir que, même en étant moins nombreux sur les lignes de montage, dans les ateliers ou les bureaux, ils produisent plus. C'est le fruit du progrès mais aussi de l'exploitation, du travail plus intense, des cadences plus dures. Les experts économiques font mine d'oublier les gains de productivité, mais les travailleurs les sentent, eux, dans leurs muscles, leur dos et leurs articulations.

Les travailleurs ne sont pas dupes des mensonges du gouvernement et de ces experts qui nous font la leçon du matin au soir. Tous ces gens-là ne sont experts qu'en sacrifices à imposer aux travailleurs ! À force de mentir, ils feront éclater la colère.

Au Brésil, les manifestations monstres montrent que cette colère peut éclater sans prévenir, car les travailleurs ne sont pas prêts à tout supporter. Comme au Brésil, il faut dire « Ça suffit » ! On ne peut plus laisser les dirigeants s'en prendre à ce qui est le plus vital pour la population, alors que l'argent est dilapidé dans une gabegie financière.

Il manquera 20 milliards en 2020 pour les retraites ? Que le gouvernement commence par faire payer aux riches les 60 milliards d'évasion fiscale qu'ils doivent chaque année !

Montebourg et le carburant du Front national

« M. Barroso (président de la Commission européenne) est le carburant du Front national. Voilà la vérité. » Tel est le commentaire livré par Arnaud Montebourg, au soir de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, pour expliquer la forte progression du FN. Et d'ajouter : « Je crois

que la principale cause de la montée du Front national est liée à la façon dont l'Union européenne exerce aujourd'hui une pression considérable sur des gouvernements démocratiquement élus. »

Il y a quelque mois, drapé dans sa marinière de fabrication française, Montebourg

en appelait avec des accents patriotards à la défense de l'industrie nationale. Aujourd'hui il réitère dans le même registre, faisant mine de trouver dans l'Union européenne le bouc émissaire qui contraindrait le gouvernement à mener la politique d'austérité qui lui fait perdre

des voix.

Mais ce gouvernement n'a pas besoin de la pression des institutions européennes pour mener la politique antiouvrière qu'il a choisie depuis qu'il est aux manettes. La pression de la finance et des grands patrons, qui lui intiment l'ordre de maintenir leur

rang et leur richesse pendant la traversée de la crise, y suffit.

C'est ainsi que Montebourg et les siens n'ont pas besoin de Barroso pour contribuer à fabriquer le carburant du chauvinisme et de la xénophobie qui alimente le Front national.

Sophie GARGAN

• Budget 2014

Plus d'austérité au programme

Dans le cadre de la préparation de son budget 2014, le gouvernement prévoit de diminuer les dépenses de l'État de 1,5 milliard d'euros, répartis à raison de 750 millions d'euros de coupes dans les budgets des ministères et de 750 millions d'euros dans les dotations de l'État aux collectivités locales.

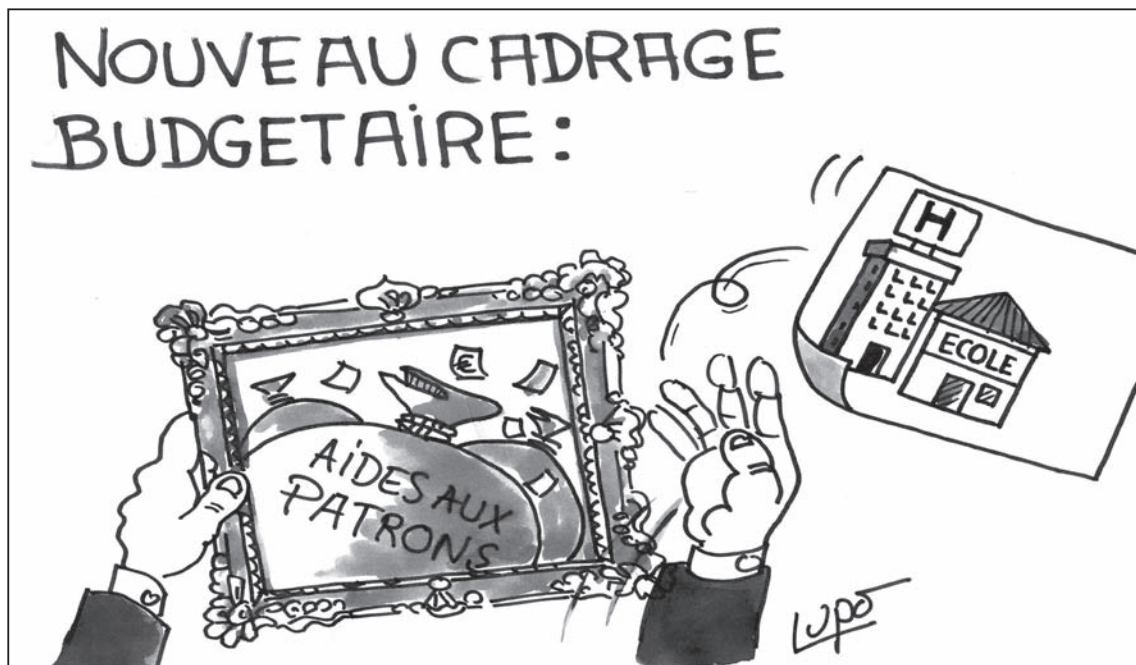
Dans cette recherche d'économies, seront seuls épargnés les budgets des ministères dits sociaux, qui concernent l'emploi, la solidarité et le logement. Mais pour tous les autres, c'est un degré supplémentaire dans la rigueur qui est programmé. Les budgets de la plupart des ministères ont en effet déjà subi un gel de leurs ressources en 2013, et donc une baisse d'au moins 1,5 %, niveau estimé de l'inflation pour l'année.

Dans le même temps, le gouvernement prévoit de continuer en 2014 à compenser les créations de postes dans l'Éducation nationale, la Justice et la police par des suppressions

ailleurs : ce qui devrait se traduire, tous comptes faits, par 3 000 postes de fonctionnaires en moins.

Quant aux dotations des collectivités territoriales, censées compenser le coût des charges – notamment d'aides sociales – que l'État leur a transférées, elles ont été gelées pour la période de 2011 à 2013 par le gouvernement Fillon, gel confirmé et assumé ensuite par celui d'Ayrault. Ces nouvelles coupes dans leurs ressources vont accroître encore leurs difficultés, et par contrecoup celles de leurs administrés.

Ces nouvelles restrictions budgétaires ne peuvent que se



traduire par une nouvelle dégradation des services publics utiles, et donc des conditions de vie de l'ensemble de la population laborieuse. Et ce n'est qu'un début : on n'en est qu'aux

premières mesures du budget 2014 décidées par le gouvernement. Elles annoncent la couleur.

Le gouvernement Ayrault prolonge et aggrave la politique

d'austérité du gouvernement Sarkozy, qui, sous prétexte de crise, consiste à faire payer les pauvres pour continuer à subventionner les riches.

Jean-Jacques LAMY

• Logement

La pénurie favorise les abus

Il aura suffi que le gouvernement envisage, dans un projet de loi, d'encadrer un tant soit peu les honoraires des agents immobiliers pour que la fédération qui représente leurs intérêts s'insurge. Elle demande à ses adhérents d'arrêter de transmettre aux pouvoirs publics les données permettant d'établir des statistiques d'ensemble sur l'évolution des loyers.

En fait, les frais d'une agence immobilière qui loue un appartement sont déjà encadrés par la loi : ils doivent être payés pour moitié par le locataire, pour moitié par le propriétaire. Mais l'agence applique souvent ce partage uniquement à ses honoraires concernant la rédaction du bail, alors que sa facture comprend aussi les frais de publicité, les frais de recherche de locataires et autres frais annexes, qui sont, eux, entièrement à la charge du futur locataire.

Ainsi, le locataire doit bien souvent payer à l'agence l'équivalent d'un mois de loyer, parfois davantage, en plus de l'avance à verser au propriétaire. Pour une telle pratique qui est illicite, l'association UFC-Que Choisir a fait condamner, le 23 mai dernier, le groupe immobilier Nexity par le tribunal de Nanterre. Mais ce jugement est susceptible d'appel. Aussi l'association de consommateurs demande-t-elle à ce qu'en aucun cas les locataires ne continuent à payer ces frais

annexes. Elle réclame en outre un plafonnement des frais de rédaction du bail.

On verra si le gouvernement, qui n'en est pour l'instant qu'à proposer cette loi, maintient en l'état ce projet face à la fronde des agents immobiliers. Si c'est le cas, cela ne suffira pas, de toute façon, pour desserrer l'étau dans lequel sont placés ceux qui cherchent un logement, coincés entre constructeurs, agences et promoteurs, souvent en partie les mêmes, qui spéculent sur la pénurie de logements. Le gouvernement se garde d'intervenir pour que l'État prenne en charge directement la construction des centaines de milliers de logements à des prix accessibles, qui font défaut.

Jean SANDAY

• Épargne populaire

Nouvelle baisse du taux d'intérêt du livret A

Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, envisage de réduire une nouvelle fois le taux d'intérêt des cinquante millions de livrets A détenus essentiellement par les familles populaires, qui y placent leurs économies quand elles en ont.

Le 1^{er} février dernier, ce taux d'intérêt était déjà descendu de 2,25 % à 1,75 %. Cette fois-ci, prétextant l'application de calculs arbitraires et obscurs instaurés sous Sarkozy, Bercy voudrait réduire ce taux à 1,50 %, voire à 1,25 % au 1^{er} août.

Mauvaise nouvelle pour tous les petits épargnants, mais bonne nouvelle pour les banques et les assurances qui, depuis trois années, dénoncent ces taux défiscalisés qui détourneraient l'argent populaire de leurs fonds de placement. « Depuis plusieurs années, le circuit de l'épargne réglementée draine une part de plus en plus grande des dépôts vers des missions d'intérêt général, au détriment de l'activité commerciale des banques », dénonce l'agence Standard & Poor's, soutenue par toutes les banques et assurances privées qui espèrent récupérer des déposants, certes pas riches mais nombreux !

Le gouvernement a bien reçu leurs revendications et s'apprête donc à réduire d'un tiers, en six mois, le taux d'intérêt du livret A. La Caisse des dépôts et consignations qui gère les fonds

du livret A aura donc moins de ressources pour « l'intérêt général » : la construction de logements sociaux ou d'équipements publics locaux.

Ces ressources diminueront d'autant plus que, depuis janvier 2009, tous les établissements financiers privés peuvent commercialiser le livret A et ne transférer à la CDC que 65 % des dizaines de milliards qu'ils récoltent à cette occasion. C'est encore un cadeau aux financiers du gouvernement précédent qu'Hollande a repris, sans broncher, à son compte.

Mais les 35 % de capitaux, estimés à 40 milliards, conservés par les banques grâce aux livrets A ne leur suffissent pas. D'après le journal *Les Échos*, une réforme est en cours de négociation entre Bercy et les banquiers, pour leur permettre d'enregistrer 25 milliards de plus sur les dépôts du livret A et des livrets de développement durable et d'épargne populaire.

Entre la finance spéculative ou l'épargne et le logement populaires, le gouvernement Hollande a clairement choisi qui spolier.

Louis BASTILLE

— Le gouvernement protège les profiteurs —

Le PDG d'un des principaux groupes immobiliers en France, Nexity, s'en est pris à la ministre du Logement Cécile Duflot après qu'elle a dénoncé les abus des agences immobilières et annoncé son intention de « réglementer » la profession. Mais, sur son site Internet, Nexity est moins sourcilieux à l'égard des mesures proposées par la ministre. La société a installé une simulation qui permet aux « investisseurs »

de calculer de façon personnalisée un fameux avantage fiscal, appelé « le Duflot » ! C'est une réduction d'impôt de 18 % sur neuf ans, qui s'applique depuis janvier dernier à ceux qui achètent un ou plusieurs logements neufs pour y installer des locataires, qui paient un loyer, permettant au loueur de récupérer une rente confortable.

Lors de son intervention sur M6 le 16 juin, Hollande a évoqué de nouvelles

mesures qui iront dans le même sens. Les personnes propriétaires d'un logement qui le revendent en en tirant une plus-value verront, dans certains cas, leur impôt diminuer. L'avantage consenti sera important pour les plus riches, dès lors qu'ils décident de se séparer de quelques-uns des appartements qu'ils possèdent.

Les profiteurs de l'immobilier n'ont pas à se plaindre du gouvernement.

J.S.

• Conférence « sociale »

Un scénario cousu de fil patronal

Dans son intervention en clôture de la deuxième « Grande conférence sociale », le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est vanté du bilan de la précédente, qui s'était déroulée en juillet 2012.

Ayrault a cité les deux « transformations majeures » qui en sont l'aboutissement : le cadeau de 20 milliards d'euros au patronat, baptisé « crédit d'impôt pour la croissance, la compétitivité et l'emploi », et la loi dite de « sécurisation de l'emploi » (ANI) qui, en fait, ouvre au patronat de nouvelles facilités pour rendre l'emploi plus précaire, et permet de licencier plus facilement, d'introduire une flexibilité accrue, etc. La marque de fabrique de ce gouvernement socialiste consiste à trouver les mots pour camoufler les attaques qu'il mène contre la classe ouvrière.

Le gouvernement se vante donc de renouveler cette année « une démarche qui a porté ses fruits ». « Chacun dit ce qu'il a à dire, il n'y a pas d'éclats de voix. C'est cool, ça rebondit bien », a rapporté un conseiller de l'Élysée.

Toutes les grandes confédérations syndicales ouvrières ont repris leur rôle, dans un scénario cousu de fil blanc patronal. À la fin de l'acte 1, rien n'a progressé, hormis une scène déjà utilisée par Sarkozy, pour montrer du doigt les chômeurs : s'ils n'ont pas trouvé de travail, c'est qu'ils le veulent bien, la preuve étant qu'ils laissent des emplois vacants dans les entreprises. Le gouvernement s'est engagé auprès du patronat à remplir ces postes par un « plan de formations prioritaires pour l'emploi ». Il prévoit, en quatre mois, 30 000 formations pour cinq millions de chômeurs et ces formations, si elles se mettent en place, ne déboucheront pas automatiquement sur des emplois, car les patrons gardent le pouvoir entier d'embaucher... ou de licencier massivement.

Dès l'acte 2, prévu à partir du 4 juillet, on sait à l'avance que le scénario tournera franchement au vinaigre : il sera question des attaques contre les retraites. Les confédérations syndicales seront reçues, chacune à son tour, par une brochette de ministres et pourront donc faire preuve d'originalité dans la façon d'avaler, entre autres couleuvres, l'allongement de la durée des cotisations.

L'acte 3 n'est pas encore écrit. Il concerne la réaction des travailleurs à cette mascarade qui doit se conclure par une décision du gouvernement

sur les retraites, en septembre. Parmi les syndicats, la CGT et FO se démarquent de façon timide du gouvernement. Mais elles font semblant de croire que Hollande et ses ministres pourraient être dans le camp des travailleurs.

La CGT a annoncé un « processus d'action » consistant en des meetings et une journée interprofessionnelle dès la première quinzaine de septembre. Reste à savoir ce que sera la détermination de la direction de la CGT, et aussi l'attitude des autres confédérations.

Jean SANDAY



• Le leurre des emplois non pourvus

Hollande relaie la propagande patronale

Le chômage continue d'augmenter au rythme de 1 000 chômeurs supplémentaires par jour, et le gouvernement ne fait rien pour enrayer cette tendance, si ce n'est distribuer des aides au patronat sans rien lui réclamer en échange en termes d'emplois.

Hollande a repris à son compte le cheval de bataille du Medef et de la droite sur les prétendus emplois non pourvus. « Nous avons à regarder une réalité [...]. Il y a à peu près de 200 000 à 300 000 recrutements qui sont entamés, puis abandonnés, parce qu'il n'y a pas de candidats suffisamment qualifiés par rapport aux emplois qui sont proposés », a-t-il déclaré le 20 juin lors de l'ouverture de la Conférence sociale.

Reprenant le chiffre de 1,6 million d'emplois vacants établi par Pôle emploi, les médias s'étendent aussi sur

les secteurs d'activité qui, à les entendre, ne demanderaient qu'à embaucher, tels le bâtiment, la restauration, les aides à domicile. On cherche ainsi à culpabiliser les chômeurs qui ne se précipitent pas pour les prendre, sans dire que ce sont des métiers physiquement durs ou ayant des horaires contraignants, mal payés et sans guère de possibilité d'améliorer son salaire avec les années.

D'autres emplois, ceux-là très qualifiés, seraient aussi disponibles dans l'aéronautique. Et, là aussi, les chômeurs n'auraient à s'en prendre qu'à

eux-mêmes s'ils ne sont pas prêts à abandonner famille, maison, relations sociales pour aller à l'autre bout du pays occuper le poste correspondant à leur qualification, sans même avoir la certitude d'être embauchés en CDI.

Mais ce que les uns comme les autres omettent de dire, c'est que 90 % des offres correspondent à des emplois saisonniers, ou alors à quelques heures de travail loin du domicile. Sans parler des annonces surréalistes dans lesquelles on demande un « bac+5 avec dix ans d'expérience, payé au smic » ! Mais pour ces employeurs sans vergogne qui refusent de payer un salaire correct, Hollande a la solution : il a aussi déclaré que, « s'il s'agit d'un différentiel de

salaire, alors, comblons-le, cela peut être la responsabilité de l'État ». Ainsi, il serait prêt à prendre encore plus sur les deniers publics pour permettre aux patrons d'avoir des travailleurs qualifiés sans mettre la main à la poche.

Hollande se range une fois de plus du côté des patrons, qui voudraient que les salariés soient prêts à accepter n'importe quel emploi, n'importe où et à n'importe quel salaire. Pour eux, les chômeurs doivent fournir un volant de main-d'œuvre disponible selon leurs besoins et corvéable à merci pour suer des profits. On en a fini avec l'esclavage, mais pas avec les comportements esclavagistes.

Marianne LAMIRAL

Évasion ou optimisation fiscale ?

La discussion du projet de loi sur la « lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière » a commencé à l'Assemblée nationale le 25 juin. Dans les semaines qui ont précédé, selon la presse, 5 000 contribuables détenant un compte bancaire non déclaré à l'étranger auraient contacté – ou fait contacter – l'administration fiscale, pour connaître le sort qui leur serait réservé s'ils se faisaient connaître.

« Il n'y aura aucune disposition dérogatoire, ni amnistie, ni cellule de régularisation », a garanti Bernard Cazeneuve, successeur de Cahuzac au ministère du Budget. Mais, a-t-il précisé, s'adressant aux contribuables fautifs : « On ne va pas vous appliquer les peines qui s'appliqueraient à ceux que l'on a attrapés dans le cadre d'une procédure judiciaire. » Les contrevenants repentis bénéficieront donc, selon le ministre, d'un traitement particulier : ils devront payer ce qu'ils doivent, acquitter des « pénalités modulées », et pourront échapper aux poursuites pénales.

Le ministre du Budget espère en tirer entre 2 et 2,5 milliards d'euros cette année. C'est peu, au regard de ce que l'évasion fiscale fait perdre au budget de l'État : entre 30 et 60 milliards d'euros par an selon les estimations. Et c'est peu surtout par comparaison aux montants des sommes à l'abri dans des paradis fiscaux, évalués, pour la France, à plus de 600 milliards d'euros. Apparemment, seuls les petits poissons se font prendre ou décident de se rendre. Il faut croire que les gros poissons – les grandes entreprises, les grandes fortunes et les banquiers – qui sont responsables ou complices de l'évasion fiscale, eux, ne sont pas vraiment dans le collimateur. C'est que pour eux, et aux yeux des hauts fonctionnaires de l'administration fiscale, il n'est question ni de fraude ni d'évasion, mais d'optimisation fiscale, nuance.

J.J.L.

• Après l'élection partielle de Villeneuve-sur-Lot

Le piège du Front républicain

Le deuxième tour de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, dans laquelle s'affrontaient, après l'élimination au premier tour du candidat du PS, un candidat du FN et un de l'UMP, a vu la victoire de ce dernier.

Mais ce n'est pas cela qui a créé l'événement. Depuis la présidentielle, ce scrutin est le huitième qui voit le représentant du parti de Sarkozy-Copé-Fillon l'emporter.

Le plus marquant a été la progression du score frontiste entre les deux tours, qui passe de plus de 8 500 voix (26 % des exprimés) à plus de 15 800 (46,24 % des exprimés). Constatons cependant qu'il y a eu pour ce second tour près de 7,5 % de votes blancs et nuls, sans compter plus de 47 % d'absentions.

Le PS a demandé à ses électeurs de faire barrage au FN en les appelant à voter pour l'UMP, au nom d'une règle dont il est, depuis bien longtemps, le promoteur et devant laquelle s'inclinent ses alliés, le PCF mais aussi le Parti de gauche de Mélenchon.

Cette règle dite du Front républicain veut que la gauche rallie la droite pour empêcher l'élection d'un représentant de l'extrême droite. Politiciens et commentateurs s'interrogent aujourd'hui sur l'efficacité et l'utilité de cette pratique. Notons d'ailleurs que la gauche l'applique bien plus souvent vis-à-vis de la droite, qualifiée de républicaine, que cette dernière qui ne s'efface quasiment jamais en faveur de la gauche.

Même si on en reste sur un plan arithmétique, ce Front républicain peut tout au plus empêcher l'extrême droite de franchir les obstacles réglementaires et d'avoir des élus. Mais cela ne bloque pas le développement de l'influence de l'extrême droite, on l'a vérifié cette fois encore.

Le pire n'est pas là. Il est dans le fait que cette pratique aboutit à parer des adversaires du monde ouvrier, la droite en l'occurrence, de vertus nullement méritées. Par exemple, en 2002, Chirac a été présenté comme le bouclier contre Le Pen, ce qui a donné Sarkozy, d'abord

comme ministre de l'Intérieur, puis comme président de la République. Le nouvel élu qui vient rejoindre le groupe UMP serait-il le héros qui a terrassé le dragon lepéniste? Personne, même pas lui, n'ose le prétendre.

Mais, plus lourd de conséquence, cette pratique laisse croire qu'il y aurait une seule et même catégorie d'électeurs qui réunirait les « républicains », en rassemblant les travailleurs (et en excluant d'ailleurs ceux qui n'ont pas le droit de vote) avec leurs exploiters, mêlant les petites gens avec les banquiers et les spéculateurs. Ce n'est pas la meilleure façon d'armer politiquement les travailleurs.

Certains électeurs de gauche, nombre de petites gens, ont sans doute choisi de voter FN pour faire entendre leur colère, sans pour autant approuver les idées réactionnaires et antiouvrières de ce parti. « Cela n'engage à rien » et « On ne les a pas encore vus au pouvoir », peut-on entendre en substance. Mais si! Cela pèse dangereusement sur l'avenir des travailleurs car cela conforte des gens qui pensent, et disent, qu'il faudra mettre au pas entre autres les syndicats et, au-delà, tous les salariés qui revendiquent de meilleurs salaires ou simplement de meilleures conditions de travail.

Quant à croire qu'on ne les aurait pas vus au pouvoir, c'est tout aussi faux. On les a vus en Italie avec Mussolini, en Allemagne avec Hitler, en Espagne avec Franco. Et actuellement on voit cette extrême droite parader en Hongrie, en Grèce. Ce sont les mêmes, même si depuis quelques mois ils prétendent le contraire.

Voir en ces gens-là des sauveurs du peuple, ce serait aider à accéder au pouvoir nos gardes-chiourme, voire nos futurs bourreaux.

Jean-Pierre VIAL

• Affaire Tapie (suite)

Le bénéficiaire des largesses de Sarkozy en garde à vue

Le 24 juin, Tapie a été placé à son tour en garde à vue. Il doit s'expliquer avec les juges qui cherchent à établir dans quelle mesure il a influencé la procédure de l'arbitrage adoptée par Sarkozy, Guéant et Lagarde, et qui lui a permis d'empocher 403 millions d'euros pris sur l'argent public.

Il lui faut notamment s'expliquer sur la réunion du 16 juillet 2007, à laquelle il a d'abord nié puis finalement admis avoir participé. Là, Guéant, représentant de Sarkozy, et son adjoint Pérol, Stéphane Richard, directeur de cabinet de Lagarde, Jean-François

Rocchi, représentant du CDR, l'organisme chargé d'apurer les comptes du Crédit lyonnais, ont mis au point la procédure favorable à Tapie, en sa présence!

Il doit aussi s'expliquer sur sa connivence avec l'un des arbitres, Pierre Estoup, avec qui

il entretenait des liens depuis... 1997, via son avocat. Selon des éléments du dossier pénal qui circulent dans la presse, son influence aurait semble-t-il limité les poursuites pénales contre Tapie après le scandale des matches truqués de l'Olympique de Marseille.

On verra si, à l'issue de sa garde à vue, Tapie sera mis à son tour en examen pour « escroquerie en bande organisée », comme Estoup, Richard et Rocchi. Une telle mise en examen augmenterait le risque pour Tapie de devoir rembourser tout ou partie des 403 millions. Les juges peuvent en effet remettre en cause la décision de l'arbitrage de multiples façons, ce qui ferait varier le montant qu'on lui réclame. Et même si Tapie était contraint de tout rembourser, rien ne dit qu'il le ferait, car il a vraisemblablement déjà utilisé toutes les ressources de l'évasion fiscale pour préparer son insolvabilité.

Après Tapie, les juges devraient convoquer Claude Guéant qui, en lieu et place de Sarkozy, a joué le rôle de chef d'orchestre de ce petit arrangement entre amis. Cela ne dédouane ni la responsabilité des autres participants, ni celle de celui qui a imposé la partition, Sarkozy, souvent évoqué dans cette affaire, comme dans bien d'autres, mais toujours pas convoqué.

Jacques FONTENOY

• France Télécom et Total

Le gouvernement sauve deux emplois... de PDG

Stéphane Richard, mis en examen dans l'affaire Tapie, n'est pas le premier patron d'une entreprise du CAC 40 à avoir affaire à la justice. En 2001, Henri de Castries et Claude Bébéar, dirigeants d'Axa, avaient été mis en examen pour vol, escroquerie et blanchiment de capitaux aggravé, mais un non-lieu général fut prononcé huit ans plus tard. En 2002, ce fut au tour de Daniel Bouton, PDG de la Société Générale, pour blanchiment aggravé. Il fut relaxé en 2008.

En 2007, Christophe de Margerie, dirigeant de Total, a été impliqué dans l'affaire

dite Pétrole contre nourriture, du nom d'un programme de l'ONU qui avait autorisé, de 1996 à 2002, le gouvernement de Saddam Hussein, soumis à un embargo, à vendre malgré tout une partie de son pétrole pour lui permettre d'acheter de la nourriture, des médicaments et des biens d'équipement. L'argent, censé venir en aide à la population irakienne réduite à la famine, a été en partie détourné non seulement au profit des dirigeants irakiens de l'époque, mais aussi de personnalités qui avaient servi d'intermédiaires. La société Total a été poursuivie pour corruption

d'agents publics étrangers, recel et complicité de trafic d'influence. Son dirigeant compte parmi les vingt prévenus, aux côtés de hauts fonctionnaires, de diplomates et de Pasqua, dirigeant du parti de droite de l'époque, le RPR. Le tribunal doit rendre sa décision le 8 juillet prochain et, en attendant, de Margerie reste PDG de Total.

C'est ce qui explique sans doute l'embarras du gouvernement, qui a choisi de maintenir Stéphane Richard à son poste. Renvoyer le PDG de France Télécom aurait aussi mis celui de Total sur la sellette.

Jean SANDAY



• Immigration

Des enfants que la société juge indésirables

Un dispositif dérogatoire au droit commun pour les étrangers vient d'être mis en place. Il concerne les enfants « *Parce qu'ils sont étrangers, des enfants en danger du fait de leur isolement, au lieu d'être pris en charge, (...) vont pouvoir être envoyés à l'autre bout du territoire métropolitain* », dénonce le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés).

En effet un protocole entre l'État et les départements vient de créer un « *dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés étrangers* ». La formule est belle. Mais, en fait, le protocole étend une pratique déjà en vigueur en Seine-Saint-Denis, où 90 % des mineurs isolés trouvés dans

le département sont envoyés ailleurs.

Désormais, après une prise en charge financière par l'État de cinq jours initiaux, dits d'évaluation de la situation des jeunes, ceux-ci peuvent être mutés, selon un système de répartition nationale censé être équitable. Le département où le jeune est affecté pourra refuser. Ce qu'il deviendra alors, nul ne le sait. De son côté l'État se décharge sur les départements.

De plus, le nouveau dispositif est « *avant tout marqué par la suspicion* », dénonce le Gisti, car truffé d'expressions comme « *s'assurer de la minorité* », « *doute sur les déclarations de l'intéressé* », « *fraude documentaire* », et il n'écarte

pas le recours à des expertises médicales pour vérifier l'âge du jeune.

Que des mineurs puissent être considérés de cette façon dans un pays comme la France et que les institutions soient

incapables de les traiter autrement qu'en suspects, cela montre à quel point on est encore très loin d'une société civilisée, ou simplement humaine.

Jean SANDAY



File d'étrangers, la nuit devant les portes d'une préfecture.

• Alfortville (Val-de-Marne)

Menacé d'expulsion... après s'être rendu au centre dentaire

Début juin, un ressortissant algérien résidant en France depuis treize ans a été interpellé, suite à la dénonciation du centre dentaire d'Alfortville auquel il se rendait. Depuis quinze jours, il est enfermé en centre de rétention et menacé d'expulsion.

Dans l'attente de régulariser sa situation, il est bénéficiaire de l'aide médicale d'État (AME). Sous prétexte

que le centre dentaire n'arrive pas à se faire payer par la Sécurité sociale, son secrétariat a contacté la caisse d'assurance-maladie du Val-de-Marne, qui a prétendu alors que la carte AME était fausse et conseillé d'appeler la police. Ce que le centre dentaire a fait, en violation des dispositions du Code de la santé publique relatives au secret professionnel.

Cet homme a été arrêté dans la salle d'attente du centre et conduit en garde à vue, où il a passé 48 heures. Durant celle-ci, les policiers ont contacté la Sécurité sociale, qui a confirmé l'authenticité de sa carte AME. Cela n'a pas empêché le préfet du Val-de-Marne, à l'issue de la garde à vue, de lui notifier une obligation de quitter le territoire sans délai et de le

faire enfermer dans le centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot.

Dans un communiqué commun, Lutte Ouvrière, le NPA, le Front de gauche, la CGT et RESF d'Alfortville condamnent fermement la délation et exigent la libération immédiate de cette personne.

Correspondant LO

• Argenteuil (Val-d'Oise)

Solidarité contre les agressions racistes !

À Argenteuil, le 20 mai dernier, une jeune femme de 17 ans était violemment agressée par des voyous, jetée à terre, injuriée, rouée de coups et traitée de « *sale Arabe* » sous prétexte qu'elle portait un voile.

Le 13 juin, une autre jeune femme a été agressée pour la même raison, d'une façon tout aussi violente. Elle était enceinte de quatre mois et a fait

une fausse couche.

Les faits de délinquance et de violence raciste et xénophobe qui se produisent à Argenteuil comme dans bien d'autres communes populaires sont inadmissibles. Dans la ville, l'augmentation du nombre de policiers n'a qu'une efficacité limitée pour assurer la sécurité de tous, sans compter que les policiers peuvent intervenir de

façon disproportionnée, affichant parfois eux-mêmes des comportements racistes. Ainsi, le 11 juin, une autre jeune femme voilée, elle intégrale, a été interpellée violemment par les policiers et il s'en est suivi une échauffourée entre habitants et policiers.

Ceux qui brutalisent ainsi les femmes sous prétexte qu'elles affichent leur religion

par leur tenue vestimentaire ne sont rien d'autre que des voyous qui cherchent à faire monter la haine au sein de la population. Ils doivent être non seulement condamnés mais combattus, car ils sont dangereux ; pas seulement pour les femmes agressées, mais pour l'ensemble des classes populaires.

Correspondant LO

• Nouvelle-Calédonie

Quand le gouverneur rêve de faire sa loi

Christian Noyer est l'actuel gouverneur de la Banque de France. Visitant la Nouvelle-Calédonie quelques jours après la grève générale des travailleurs de ce TOM contre la vie chère, il vient de déclarer, à propos des salaires dans l'outre-mer, qu'« *il faut essayer de désindexer et*

surtout de supprimer toutes les modalités d'évolutions automatiques » pour « *viser la création d'emplois et l'évolution des rémunérations en lien avec les gains de productivité* ». Le gouverneur a précisé que cela concernait l'alignement des salaires sur l'inflation, mais également les

surrémunérations des fonctionnaires en poste outre-mer.

Désindexer les salaires ne fera pas baisser les prix d'un centime, car ce sont les capitalistes qui les déterminent. Ôter leur prime de vie chère aux fonctionnaires ne bénéficiera qu'à l'État, qui continuera d'aider de plus belle les

capitalistes opérant dans ces territoires... et les hauts fonctionnaires tels que Noyer qui perçoivent, selon Wikipédia, la modique rémunération annuelle de 157 000 euros pour ses conseils « *avisés* » !

Correspondant LO

• Agglomération de Grenoble

La préfecture remet à la rue des centaines de personnes

Début mars, la ministre du Logement, Cécile Duflot, avait déclaré qu'aucune personne hébergée dans le dispositif hivernal (les hébergements spécialement ouverts pendant l'hiver pour les sans-abri) ne serait remise à la rue : on allait voir « *une nouvelle gestion de l'hébergement d'urgence* » !

Eh bien on le voit. Des vingt millions promis par le gouvernement pour la région Rhône-Alpes pour que ces centres restent ouverts toute l'année, seulement six millions auraient été débloqués.

Rien que dans l'Isère, principalement dans l'agglomération grenobloise, il faudrait, selon les chiffres officiels, six millions d'euros supplémentaires pour que les foyers restent ouverts. Le 12 juin, la préfecture a averti les associations que d'ici juillet, sur les 752 places qui devaient être pérennisées, seules 102 le seront. Plus de 600 personnes vont donc se retrouver à la rue (sans compter toutes celles qui n'ont jamais pu y être hébergées) ; principalement des étrangers, dont des familles avec de jeunes enfants scolarisés, à qui l'État refuse de donner des autorisations de séjour, des demandeurs d'asile déboutés.

Des Roms aussi sont concernés, qui avaient été expulsés en novembre des terrains sur lesquels ils avaient construit des baraquements et avaient été transférés sur d'autres terrains soi-disant mieux aménagés et qui devaient perdurer. Malgré les promesses, ces terrains ont à leur tour été fermés en avril, les familles roms transférées dans les centres d'hébergement qui sont en train de fermer. Ils se retrouvent donc maintenant à la rue et sans abri. Au passage d'ailleurs, certains ont été expulsés vers la Roumanie.

Dans le droit fil de toutes les attaques contre la population, les choix politiques du gouvernement Hollande retombent sur les plus démunis. Aucune famille, aucun enfant, personne ne doit dormir à la rue !

Correspondant LO

• Brésil

Après des victoires partielles

La population toujours mobilisée

Jeudi 20 juin, plus d'un million de manifestants protestaient contre les hausses des tarifs des transports dans plus de cent villes du Brésil, dont 300 000 à Rio. Les hausses envisagées ont été annulées dans une soixantaine de villes, dont Rio et Sao Paulo. Mais le mouvement, qui selon les sondages a le soutien de trois Brésiliens sur quatre, ne semble pas près de s'éteindre. Ses revendications se sont en effet étendues à tous les services publics, en particulier la santé et l'éducation, que l'État sacrifie alors qu'il consacre des milliards à la préparation du Mondial de football et des jeux Olympiques.

Le mouvement est parti de Sao Paulo le 6 juin. D'autres villes importantes avaient déjà manifesté auparavant, comme Porto Alegre début avril, Natal ou Santarem en mai, et cela fait plus de deux ans que le mouvement Passe libre milite pour la gratuité des transports, en particulier pour les étudiants. Le Brésil est un État fédéral, aussi vaste que les États-Unis, largement décentralisé. Mais Sao Paulo en constitue le cœur économique, son agglomération réunit plus de 20 millions d'habitants et de nombreuses grandes entreprises. La manifestation du 6 juin s'est renouvelée le 7, le 11, le 13, puis le 17 où la majorité des grandes villes étaient dans la lutte.

Le tarif des transports publics n'est que la raison la plus récente et la plus visible du

mécontentement populaire. Il y a aussi l'insuffisance de transports publics dans ces agglomérations géantes, leur mauvaise organisation, les conditions indignes dans lesquelles on voyage. Et, au-delà des transports, il y a la santé et l'éducation, qui n'ont jamais été développées de façon satisfaisante et dont les « réformes » successives ont réduit l'accès pour la population la moins riche. Il y a aussi le logement, que les préparatifs du Mondial et des jeux Olympiques remettent en cause directement. Aussi bien pour construire les installations sportives et hôtelières que pour « sécuriser » les villes, des quartiers entiers d'habitations populaires sont vidés et détruits. Certains sont des bidonvilles, mais à Rio, par exemple, un quart de la population y vit, jusqu'en plein centre-ville. Les habitants

• Mexique

Esclavage pas mort

Mardi 11 juin, la police mexicaine a libéré 275 travailleurs (dont 39 mineurs) retenus en semi-esclavage sur une plantation de tomates bio de l'État de Jalisco, à l'ouest de Mexico. Quelques jours avant, trois de leurs camarades avaient réussi à s'échapper, à rejoindre Guadalajara, la capitale de l'État, et à convaincre les juges et les inspecteurs du travail. Six responsables ou contremaîtres qui tentaient de s'enfuir ont été arrêtés.

Les autorités ont trouvé des travailleurs peu et mal nourris, logés dans des cahutes infestées de vermine, travaillant douze heures par jour pour un salaire parfois nul. L'entreprise qui les exploitait, Bioparques de Occidente, les recrutait dans des États ruraux (Hidalgo, Veracruz, Chiapas, Michoacan) au moyen d'annonces radio. Une fois sur place, le salaire promis diminuait de moitié et était payé en bons, valables seulement dans le magasin de l'entreprise, à des prix prohibitifs, au point que souvent il ne leur restait plus rien. Ceux qui voulaient partir étaient battus et retenus de force.

Avec l'intervention de la police, ces travailleurs ont obtenu le règlement de leurs salaires et

des bidonvilles sont en majorité ouvriers et employés, à qui leurs revenus interdisent de se loger ailleurs. 170 000 seraient en voie d'être expulsés et, même si certains seront relogés, ce sera à des dizaines de kilomètres.

Les manifestants protestent en même temps contre la corruption, qui réunit capitalistes et politiciens. Les capitalistes financent les campagnes électorales et reçoivent en retour cadeaux, commandes publiques et facilités de toute sorte. Les équipes gouvernementales de Lula, président de 2003 à 2010, ont été, elles aussi, décimées par des scandales successifs. Dilma Rousseff, en deux ans et demi de présidence, a déjà dû se débarrasser en toute hâte de sept ou huit ministres, dont un Premier ministre, impliqués dans des affaires de marchés publics frauduleux. Et la corruption n'est pas moindre au niveau des États et des municipalités.

Vendredi 21 juin, après avoir rencontré certains animateurs du mouvement, la présidente est intervenue à la télévision pour tenter de calmer le mécontentement. Elle a d'abord tempêté contre les « violences » perpétrées selon elle par les manifestants

et des consommateurs des pays riches, amateurs de produits bio.

Le comble est que cette entreprise se présente comme « *libre de travail infantile* » et « *socialement responsable* ». Elle a même obtenu en 2011 le label du Centre mexicain pour la philanthropie. Voici comment le journal régional *El Sur de Jalisco* la présentait en juillet 2010: « *Bioparques de Occidente est une entreprise socialement responsable qui s'est distinguée par la qualité de l'attention qu'elle consacre au personnel arrivant d'autres États du pays, en quête de travail; en plus de leur verser un salaire honorable, nombreuses sont les actions menées à leur bénéfice, comme d'offrir des installations dignes pour leur séjour et que leurs enfants aient la possibilité de recevoir de l'éducation, ce qui le moment venu leur ouvrira davantage de portes.* » À l'exploitation et à l'oppression, cette entreprise ajoute violence et mensonges.

V. G.



—et qui ont généralement résulté de l'intervention musclée de la police. Elle a promis d'améliorer les services publics, en particulier de consacrer à l'éducation tout l'argent qu'elle tirerait de la vente future des concessions pétrolières. Elle a assuré que l'argent consacré aux installations sportives, avec 11 milliards d'euros pour le Mondial de football, serait entièrement remboursé par les entreprises qui en assureraient le fonctionnement (et empocheraient 50 milliards de profits attendus). Elle a réitéré ses engagements de combattre la corruption. Lundi 24 juin, elle

réunissait les gouverneurs et les maires des grandes villes. Elle parle maintenant de réformer la Constitution.

Il semble qu'elle n'ait pas convaincu grand monde. Les manifestations n'en ont pas moins continué un peu partout. Un appel à la grève générale circule sur les réseaux sociaux pour le lundi 1^{er} juillet. Dans un pays où l'essor économique marque le pas et où l'élection présidentielle se tiendra l'an prochain, les dirigeants politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, ont des raisons d'être inquiets.

Vincent GELAS



• Espagne

Le socialiste Rubalcaba pactise avec le gouvernement Rajoy

En Espagne, le chef du gouvernement de droite Rajoy et le secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) Rubalcaba ont mis en scène un accord, dans le cadre de leur participation à une réunion du Conseil européen. Les deux partis ont donc choisi d'aller main dans la main à Bruxelles. Il serait de l'intérêt de l'Espagne, disent-ils, de laisser de côté les différences.

Mais de quelles différences parlent-ils? Depuis fort longtemps, la politique des socialistes et celle des dirigeants du Parti populaire actuellement au pouvoir se distinguent pas sur les sujets fondamentaux, particulièrement ceux qui concernent les intérêts des classes populaires. Les uns comme les autres ont toujours servi le patronat, les banquiers et les spéculateurs. Avec des nuances, mais toujours au bénéfice des mêmes.

La seule nouveauté c'est que cette rencontre, ces accords, sont de la part des dirigeants socialistes un geste d'allégeance à la politique du gouvernement de droite, qui va se traduire dans les mois qui viennent par de nouvelles mesures contre le monde du travail, contre les chômeurs et les retraités. Ce n'est pas nouveau, car la politique antiouvrière de Rajoy avait été mise en place

• États-Unis

Wanted : Edward Snowden

Les grandes oreilles de la NSA

« La chasse est lancée », a déclaré la présidente de la commission du renseignement du Sénat américain à propos d'Edward Snowden. « *Je veux qu'il soit attrapé et ramené pour être jugé.* » Le jeune informaticien qui a révélé l'ampleur de la surveillance des télécommunications opérée par l'Agence nationale de sécurité (NSA) a quitté Hong-Kong où il s'était réfugié, et les services secrets américains aimeraient bien lui mettre la main dessus.

La NSA n'apprécie pas en effet la publicité sur ses pratiques d'écoutes téléphoniques ou les échanges qui se font via les moteurs de recherche et les messageries des géants de l'informatique. Elle cultive en effet la discrétion au point qu'elle a été surnommée « No such Agency » —une telle agence n'existe pas.

Officiellement créée en 1952

par Truman, la NSA avait pour but d'unifier les services de cryptologie des différentes armées, qui s'étaient montrés inefficaces aussi bien durant la Seconde Guerre mondiale, lors de l'attaque japonaise contre Pearl Harbour, que pendant la Guerre froide, où les Russes déjouèrent

• Autriche

Faillite dans la construction

Le géant autrichien de la construction Alpine Bau, deuxième plus grosse entreprise du secteur et filiale du groupe espagnol FCC, a annoncé brutalement mercredi 19 juin sa mise en faillite. Aussitôt, en Autriche mais aussi en Europe où Alpine gère des gros projets de construction, les chantiers ont été mis à l'arrêt: les sous-traitants, les fournisseurs inquiets de ne pas être payés ont stoppé net leurs livraisons.

Pour les 15 000 salariés de l'Alpine comme pour les 7 500 salariés des sociétés sous-traitantes, c'est l'attente

par le gouvernement de gauche précédent, dirigé par Zapatero. La récente réforme du code du travail, tricotée par la gauche puis par la droite, a condamné au chômage des centaines de milliers de travailleurs sans qu'il en coûte rien au patronat.

Les salaires, le niveau de vie des couches populaires ont considérablement baissé, des dizaines de milliers de familles ont été expulsées de leur logement et —autre résultat des opérations spéculatives des banques— des milliers de petits épargnants, retraités pour la plupart, ont perdu une partie de leurs maigres économies.

Aujourd'hui, le gouvernement de droite ne cache pas que

ses rencontres avec le leader de l'opposition seront aussi l'occasion de se mettre d'accord sur des mesures destinées à sauver l'économie, c'est-à-dire les profits des capitalistes et des banquiers.

En Espagne comme en France et en Europe, les politiciens de droite comme de gauche pointent du doigt l'Europe pour affirmer que c'est elle qui exige la réduction drastique des dépenses publiques, en particulier dans l'éducation et la santé, la réforme des régimes de retraite, etc. Et, bien sûr, l'Europe serait aussi responsable du chômage. Elle a bon dos. Rajoy en Espagne comme tous ses collègues européens, de droite comme de gauche, n'ont pas besoin d'elle

Hélène GRILLET

construction d'un gigantesque complexe où seront stockées les milliards de données collectées quotidiennement à travers ses écoutes téléphoniques.

Cet espionnage à l'échelle mondiale se fait en toute légalité... du point de vue des États-Unis s'entend. La loi Fisa, datant de 1978 et amendée par la suite, interdit bien la surveillance sans mandat des citoyens américains; concernant ceux-ci, la NSA peut juste relever l'heure, le lieu et les numéros appelés. Mais la Constitution et les lois américaines ne s'appliquant pas à l'étranger, l'agence est autorisée à relever et stocker toutes les

communications échangées dans le monde entier entre non-Américains, y compris leur teneur. Et ceci d'autant plus facilement que, dans le cadre du programme Prism, les Google, Yahoo, Apple et autres géants d'Internet, tous américains, ont été forcés de collaborer avec la NSA en lui communiquant toutes les données de leurs clients étrangers.

Pour avoir dénoncé cet espionnage à l'échelle mondiale, Edward Snowden risque, s'il est pris et jugé, de quinze ans de prison à la peine de mort pour trahison et... espionnage!

Marianne LAMIRAL



des ministres en exercice de la coalition au pouvoir. Aussitôt, ces politiciens de droite comme de gauche, en campagne pour les élections législatives de septembre prochain, se sont lancés dans une surenchère de soutiens

financiers aux industriels du secteur de la construction: 100 millions d'euros promet la droite, un demi-milliard a surenchéri la gauche.

L'État autrichien, qui déjà était garant d'une partie des

crédits d'Alpine Bau, va mettre la main au portefeuille pour garantir aux banquiers crédeteurs de retrouver leurs fonds. Il n'y a que l'emploi des travailleurs qui n'est pas garanti.

Éric TOLIAN

• Assistants d'éducation – Maine-et-Loire

Après les postes précaires, les postes précaires

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé la suppression de 2 000 postes d'assistants d'éducation. Il s'agit surtout des personnels des services de vie scolaire des collèges et lycées, chargés de la surveillance en dehors des heures de cours et de l'encadrement éducatif des élèves. Dans le Maine-et-Loire, l'équivalent d'une vingtaine de postes sont supprimés: cela touche beaucoup d'établissements scolaires, car cela se traduit par des réductions du nombre d'heures attribuées par établissement.

Pour se justifier, l'administration explique qu'on ne supprime pas les temps horaires des assistants d'éducation consacrés à la surveillance, mais seulement la partie consacrée à l'accompagnement éducatif. Elle explique que ces tâches pédagogiques doivent être confiées à des enseignants, et qu'elle embauchera pour cela des emplois avenir professeur (EAP)

Des salariés précaires maltraités...

En directrice des ressources

humaines aussi glaciale que les DRH des entreprises capitalistes, l'Éducation nationale ne se soucie pas des conséquences immédiates sur le personnel précaire qui était en poste cette année. En effet ce changement de politique de recrutement aura pour conséquence des non-renouvellements de contrats, des diminutions d'horaires, et donc de salaires, des mutations forcées. Cela aura aussi un effet domino sur les AVS (auxiliaires de vie scolaire) qui accompagnent les élèves handicapés, y compris ceux des écoles, car certains d'entre eux ont été embauchés

sur le quota de postes d'assistants d'éducation attribués au Maine-et-Loire.

Un nouveau contrat précaire: les emplois avenir professeur

Les emplois avenir professeurs seront de nouveaux contrats précaires, dont les syndicats ont dénoncé la finalité et les conditions d'embauche. Ils sont destinés aux étudiants boursiers ayant un bac + 3 (par exemple une licence) qui souhaitent devenir professeurs. Ce sont des contrats de droit privé, avec un horaire variant de 12 heures à 17 heures 30 par semaine, pour 400 euros net par mois, qui s'ajoutent aux bourses reçues en fonction de la situation familiale, pour une durée de trois ans maximum.

Bien sûr, pour des étudiants ayant besoin de financer leurs études en travaillant, un job sera une chance d'améliorer le quotidien. Mais par ailleurs ils ne pourront compenser la saignée de plus de 60 000 emplois de titulaires qui a eu lieu dans l'Éducation nationale. La pénurie de personnel a pour conséquence des classes surchargées et une désorganisation catastrophique du travail.

Ce ne sont pas les 20 000 postes de professeurs annoncés en plus pour la rentrée qui y changeront quelque chose car, dans les faits, il n'y aura qu'une création nette de 7 000 emplois. La formation sur le tas des EAP dans ces conditions sera tout au plus une approche de la réalité du métier, suffisante pour défaire un jeune de son enthousiasme pour le métier d'enseignant! Au lieu d'embaucher sur des emplois de fonctionnaires titulaires, l'État a recours à un nouveau subterfuge.

La bonne réponse: la grève!

Dans le Maine-et-Loire, suite à l'annonce de la suppression d'une vingtaine de postes d'assistants d'éducation, un mouvement de grève spontané a eu lieu le mardi 18 juin dans certains services de vie scolaire des collèges et lycées.

Les syndicats CGT, FSU et SUD ont pris l'initiative d'appeler le personnel de vie scolaire de lycée et collège et les AVS (auxiliaires de vie scolaire) à une grève mardi 25 juin, qui s'annonçait bien suivie. C'est certainement la meilleure réponse, non seulement pour protester contre ces suppressions de postes, mais aussi pour obtenir des garanties sur les réembauches des assistants d'éducation concernés.

Correspondant LO

• Saint-Nazaire

Contre le projet de la mairie Les agents des maternelles en lutte

La ville de Saint-Nazaire, de gauche plurielle, a décidé de mettre en place, dès la rentrée de septembre 2013, la réforme des rythmes scolaires. Faute de moyens, il est évident que la nouvelle organisation du temps de travail n'apportera rien de bon, ni pour les enfants, comme veulent le faire croire les élus de la mairie, ni pour les agents qui s'occupent des enfants. Les agents des écoles maternelles, les Atsem, sont en mouvement depuis le 4 juin contre le projet de la mairie qui veut les faire passer de 1 505 heures travaillées à 1 569 heures, soit une augmentation de 64 heures, sans être pour autant payés plus.

En 2007, les Atsem en lutte avaient obtenu de travailler moins, pour compenser la grande amplitude de leur journée de travail. Passer plus de 9 heures chaque jour auprès des enfants, y compris pendant le repas de midi, chacun comprend que ce n'est pas de tout repos. C'est cet acquis que la mairie remet en question, pour pallier le manque de personnel. Le plan est d'augmenter leur temps de travail, avec l'argument d'égalité entre tous les agents de la mairie.

Avec la CGT et FO, les Atsem demandent le report de la réforme à la rentrée de 2014 et le maintien des horaires à 1 505 heures, faisant grève totale certains jours, ou deux heures sur le temps de midi pendant la restauration scolaire, avec occupation des locaux de la mairie,

et pique-nique. Sur 83, une cinquantaine d'Atsem participent aux actions. Les décisions se prennent en assemblée générale.

D'emblée, les agents ont vu avec quel mépris les considéraient les élus, l'administration, et aussi certains syndicalistes, tout acquis aux propositions de la mairie. Le PCF, dans la majorité municipale contrairement aux autres années, a soutenu cette fois le conflit des Atsem.

Face à leur détermination, le CTP (comité technique paritaire) qui devait entériner le projet de la hausse du temps de travail, reporté sans arrêt, n'a pu se tenir. Les Atsem refusant de sortir de la salle du conseil municipal où se tenait le CTP, l'administration n'avait plus qu'à remballer ses dossiers et à quitter la salle.

Celui du mercredi 12 juin



a été particulièrement animé. C'est au son du tambour, des casseroles, d'instruments en tout genre que les membres du CTP ont été accueillis. Une fois de plus, mais cette fois avec une musique endiablée et de nombreux applaudissements, les uns après les autres, les membres ont repris la porte.

Dernier coup tordu en date: le CTP du lundi 17 juin, annoncé au foyer des travailleurs à 10h, a eu lieu en fait à l'hôtel de ville. Quand les grévistes se sont aperçues de la supercherie, elles

sont parties en manifestation, avec les banderoles, dans les rues de Saint-Nazaire, chantant à tue-tête pour rejoindre la réunion.

Le vote a fini par avoir lieu au CTP du 20 juin. À part la CGT et le PCF (FO n'a pas de représentant), les autres membres, c'est-à-dire aussi la CFDT et l'Unsa, ont voté pour, sous la colère et l'écœurement des Atsem présents dans les couloirs de la mairie.

Cette mobilisation des Atsem, pendant trois semaines, a

mis à nu le vrai visage du soi-disant « dialogue social » à la mairie, fait seulement de mépris et d'arrogance à leur rencontre.

Samedi 22 juin, à l'appel de la FCPE, de la FSU, de la CGT et de FO, un rassemblement avait lieu devant l'hôtel de Ville... au milieu des mariages! Les Atsem y étaient encore nombreuses et tout le monde s'est donné rendez-vous, au conseil municipal où le projet devrait être entériné, prévu vendredi 28 juin.

Correspondant LO

• Goodyear – Amiens

Face à la menace de fermeture les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot

Jeudi 20 juin, le tribunal de Nanterre a rejeté la demande de la CGT visant à invalider la procédure de plan social et de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens. À quatre reprises depuis 2008, la justice s'était prononcée en faveur des salariés. Ceux-ci avaient bénéficié d'erreurs de forme de la direction et de la prudence qu'inspiraient leur combattivité et leurs mobilisations ponctuelles mais massives.

Comme à Michelin, la direction de la multinationale du pneu concentre la production dans un nombre toujours plus restreint d'usines. De 2007 à 2012, la production annuelle est passée dans l'usine d'Amiens de cinq à un million de pneus. Dans le même temps, elle augmentait en Europe, bondissant de 60 à 73 millions, preuve que ce n'est pas la baisse des ventes qui justifie les licenciements à Amiens, mais bel et bien la recherche du profit maximum.

Dans un climat où depuis sept ans pèse la menace permanente des licenciements, le syndicat ultramajoritaire, la CGT, a voulu préparer les ouvriers à la mauvaise nouvelle qui s'annonçait. Il a posé deux jours de grève et de débrayage afin de commenter l'annonce de la décision de justice et il a cherché à démontrer que cela ne constituait certainement pas la fin du combat contre la fermeture. Une première réunion rassemblant deux cents ouvriers a eu lieu le 13 juin, suivie d'une autre le 20 juin sur le parking de l'usine en présence de 300 salariés.

Le responsable CGT, Mickaël Wamen, a commencé par affirmer qu'il n'était certainement pas question de partir pour une grève dure ou, ce qu'il mettait sur le même plan, de détériorer l'usine, ce que chercherait selon lui la direction afin de les déconsidérer. Dénigrant les militants CGT de PSA Aulnay et ceux de Continental qui auraient, selon lui, délibérément écarté toute action contre la fermeture pour orienter dès le premier jour les ouvriers vers la revendication de primes de départs, il a répété qu'il resterait sourd aux demandes des quelques centaines d'ouvriers les plus âgés qui souhaitent négocier leur sortie de l'usine.

L'alternative proposée est une lutte judiciaire. L'avocat du syndicat, invité à livrer son plan, s'est présenté aux ouvriers comme leur sauveur « *qui jamais ne renoncerait à la bataille* » au sein du palais de justice. Il doit envoyer sous peu un courrier au domicile de chacun des salariés, afin qu'ils se prononcent, isolés les uns des autres, sur l'opportunité d'un nouveau recours en justice

pour non-respect des décisions de justice antérieures: elles enjoignent aux patrons de ne pas déplacer la production.

Le deuxième recours présenté par le syndicat fut la députée socialiste locale – future candidate aux élections municipales – qui propose une enquête parlementaire sur l'opportunité de la fermeture de l'usine. Pour mémoire, les deux précédents socialistes invités à faire des promesses sur le parking de l'usine furent Arnaud Montebourg et François Hollande, qui affirmaient haut et fort lors de la campagne présidentielle qu'ils feraient voter une loi interdisant les licenciements boursiers.

Chacune de ces désillusions a un peu entamé le moral des ouvriers et encouragé les patrons et les juges à précipiter l'offensive pour la fermeture.

Mais plusieurs centaines d'ouvriers continuent à avoir à cœur de se rassembler régulièrement et de montrer leur détermination. Ils représentent une force d'entraînement pour tous les ouvriers de l'usine Goodyear, mais aussi de l'usine voisine Dunlop-Goodyear et, au-delà, pour tous les 11 000 ouvriers de la zone industrielle d'Amiens. La direction pourrait bien se mordre les doigts d'avoir voulu précipiter la décision de fermeture.

Correspondant LO



• Caisse d'allocations familiales – Val-de-Marne

Internet, une solution pour la direction, pas pour les allocataires

Courant juin, la direction de la CAF du Val-de-Marne a annoncé la fin du numéro de téléphone gratuit qui permettait de prendre un rendez-vous avant de venir aux guichets pour rencontrer un employé de la Caf. Les rendez-vous se prendront dorénavant par Internet.

Fin janvier 2012, la direction avait instauré la prise de rendez-vous par téléphone. Face à l'affluence aux guichets (1 200 allocataires par jour sur les sites de Créteil, Champigny et Thiais) et les files d'attente qui s'allongeaient devant les accueils, la direction avait mis en place ce nouveau système, créant une plate-forme téléphonique et embauchant des employés en CDD.

Pour le personnel des

guichets, cela avait apporté un réel soulagement: finies les altercations dans la salle, finies les insultes. L'accueil se faisait plus tranquillement et c'était mieux pour tout le monde. C'est en juin, après de multiples tentatives infructueuses, que les allocataires se sont aperçus que le numéro de téléphone ne fonctionnait plus.

Les rendez-vous se prennent donc, désormais, par Internet. Mais cela ne va pas de soi.

Pendant toute une période, la CAF n'enregistrait que les mails avec vrais noms et prénoms. Elle a fini par accepter d'enregistrer des mails avec pseudonymes. Cela est loin de tout résoudre et pour bien des familles, joindre la Caf est devenu un vrai problème. Tout le monde n'a pas de connexion Internet et il faut partir alors à la recherche d'un cyber café (et il n'y en a pas à tous les coins de rues) sans parler des allocataires qui ne maîtrisent pas l'informatique. Certains n'ont ni téléphone fixe ni portable. Et pour les SDF, c'est mission impossible.

La direction a informé

tardivement les allocataires de la suppression du numéro de téléphone gratuit. Depuis, comme pour se dédouaner, elle a précisé que le numéro fonctionne toujours... mais qu'il est payant, au coût d'une communication locale, sans compter qu'il faut s'armer de patience pour tenter d'avoir un interlocuteur, le réseau étant vite saturé.

La direction se moque du service public. Elle a seulement trouvé un nouveau moyen de se débarrasser des allocataires, dont les files d'attente faisaient mauvais effet devant son adresse.

Correspondant LO

• Gates – Nevers

Une bouffée d'air

Depuis des semaines, la direction de Gates à Nevers fait la chasse à tout arrêt de production. Les travailleurs sont surveillés, épiés. Le directeur lui-même est allé jusqu'à se cacher (mal) derrière des bâtis.

Avec les mouchards informatiques installés depuis quelques mois, l'espionnage a franchi un degré de plus. Tous les arrêts de production des courroies sont transmis en direct à la direction, le temps, la production perdue. C'est alors la convocation au bureau, la menace de sanction, voire la sanction tout court. Dernièrement, des travailleurs ont été menacés pour avoir arrêté le travail dix ou quinze minutes avant l'heure de leur fin de poste.

Même lorsque l'arrêt est dû à la politique de flux tendu, au fait qu'une matière n'est pas arrivée et que cela provoque un arrêt, il faut se justifier. « *Quand ça va mal, c'est toujours notre faute* », a dit un gréviste. Et pour rattraper le retard, il n'est pas rare d'entendre: « *Tu ne voudrais pas venir travailler samedi?* ». Ou encore mieux: « *Vous n'êtes pas courageux dans ce coin!* ».

Les sentiments d'écœurement, de dégoût, d'étouffement ne font que grandir. Et vendredi 21 juin, la décision de débrayer deux heures en fin de postes a fait l'unanimité. Toute la journée, les discussions ont été nombreuses et tout y passait, les salaires et le coût de la vie, les congés que la direction a imposés quand il y avait prétendument une baisse de commandes, les fins de mois qui commencent au 15, le chômage, les retraites, la gauche qui fait la même politique que Sarkozy... Beaucoup affirmaient leur décision de débrayer et en avaient le sourire aux lèvres, se reconnaissaient unanimes. « *Y'en a marre, ça va leur faire du bien* », « *Des années qu'il faut faire des efforts et ils nous traitent comme des moins que rien* ».

C'était un avertissement et tous sont contents d'avoir débrayé. Depuis l'atmosphère est changée et les discussions ne sont pas terminées.

Correspondant LO

• SNCF Dijon

L'autre face de la « modernisation ferroviaire »

Le paysage ferroviaire a beaucoup changé sur l'agglomération dijonnaise: privatisation du triage de Gevrey, réaménagement de la gare, mise en service du poste d'aiguillage informatisé, ouverture du premier tronçon de la LGV Rhin-Rhône, déménagement de la direction régionale de Réseau ferré de France de Besançon à Dijon et, comme partout, le vaste chantier de « régénération du réseau ».

Tous ces grands travaux donnent l'impression que la SNCF se modernise au bénéfice des voyageurs et des cheminots. Mais, derrière les flonflons des inaugurations et les installations modernes, les conditions de travail se dégradent dans tous les secteurs.

Le fractionnement croissant des différentes activités dans l'entreprise entraîne des dysfonctionnements qui pourrissent la vie des cheminots.

Équipement: saucissonnage du service et risques accrus

Depuis la généralisation du travail de nuit pour l'entretien et les travaux sur les voies, les chantiers rassemblent différents intervenants: cheminots de la Voie, des Caténaires et du Service électrique, travailleurs d'entreprises privées comme les annonceurs qui viennent de Sferis ou Sages, les conducteurs d'engins et agents de la Dijonnaise de voies ferrées, etc. Chaque équipe a sa propre hiérarchie, souvent plus personne ne sait qui dirige quoi, les consignes sont parfois contradictoires, et aucun n'a une vision générale du chantier. Personne n'a les mêmes habitudes de travail,

ni les mêmes procédures ou mesures de sécurité, et cela multiplie les risques.

Ainsi il y a quelques semaines, à la fin d'un chantier, un travailleur a signalé in extremis par radio qu'il ne fallait pas rouvrir la circulation, plusieurs traverses étant restées sur les rails! Leur enlèvement n'avait été confié à personne. Une autre fois, un train de voyageurs lancé à pleine vitesse a roulé sur des drapeaux de chantier. Récemment encore, des conducteurs d'engins ont manœuvré sur les voies alors que des trains pouvaient arriver, car ces travailleurs du privé supposaient que les circulations étaient interrompues. Un autre jour, on s'est aperçu que des ouvriers tchèques ne comprenaient pas le sens des coups de trompe qui commandent de quitter la voie, signalant l'arrivée d'un train. La plupart des travaux durs sont assumés par la sous-traitance, qui emploie souvent des travailleurs n'ayant reçu aucune formation et n'ayant pas conscience des dangers. La direction de la SNCF n'hésite d'ailleurs pas à faire effectuer des chantiers sans aucun cheminot. La fatigue ajoute un risque supplémentaire car, dans les petites boîtes de sous-traitants, on

enchaine parfois deux postes de 8 heures successifs.

Même à l'intérieur de la SNCF, les restructurations en services cloisonnés entraînent des problèmes. Ainsi les téléphones de secours situés sous le tunnel de Blaisy-Bas, à l'arrivée nord de Dijon, sont en panne depuis plusieurs mois. Les essais relèvent du Service électrique, mais la réparation incombe à la Téléphonie. Or les téléphonistes n'ont pas la procédure pour commander une protection du chantier et refusent, à juste titre, de s'aventurer sous ce tunnel sans l'avoir.

Ateliers: serrage de vis au détriment de la sécurité

À l'atelier de Perrigny, près de Dijon, les effectifs ont été divisés par deux en dix ans et de nouvelles méthodes ins-

taurées: des obligations de délais et de coûts s'imposent, comme dans une entreprise qui doit faire des profits. Les équipes par spécialités (mécanos, électriciens, rectifieurs, etc.) ont été démantelées, remplacées par la poly-compétence où « tout le monde fait tout », en fonction des besoins. Un travail peut ainsi devenir vite pénible et dangereux, sans compter les erreurs. Ainsi, un jour, un train est reparti sans plaquettes de freins sur un essieu!

La direction accentue la pression sur les horaires. Le travail de nuit est apparu, puis le travail de week-end. Elle resserre aussi les budgets sur le matériel: on se retrouve à courir après un outil ou des vis et des boulons, on démonte une pièce sur une machine pour la monter sur une autre qui doit être livrée. Par contre, la direction repousse de mois

en mois le creusement d'une fosse permettant de nettoyer le dessous des machines sans devoir s'y faufiler courbé en deux. Depuis quelques mois, les demandes d'explication se multiplient, débouchant parfois sur des avertissements et même une mise à pied avec sursis.

La hiérarchie a aussi complètement changé: autrefois, les chefs étaient des anciens connaissant les différents travaux et à cheval sur les consignes de sécurité. Aujourd'hui, les encadrants sont des jeunes diplômés arrivant avec des logiciels de management et devant faire du chiffre. Au point que, dernièrement, un chef a lui-même déplacé une machine en soirée, alors que les carrés interdisant tout mouvement avaient été posés, car l'entretien n'était pas terminé et des plaques métalliques restaient juste posées sur le toit!

Ces changements se sont faits insensiblement au fil des années. Les priorités et préoccupations des cadres ont changé, avec les pressions qu'ils subissent de la direction. Avec le morcellement de la SNCF, chacun des cadres et sous-cadres est responsable de son petit territoire, pour lequel il doit rendre des comptes sur une supposée efficacité économique, ce qui se traduit par des aberrations sur le terrain.

Voilà l'effet des préoccupations prioritairement financières de la direction.

Correspondant LO



Travail sur les voies près de Dijon.

• SNCF Les Aubrais-Orléans

Effectifs et moyens insuffisants, ça suffit!

Dans les gares d'Orléans et des Aubrais, le manque de personnel et de trains crée des tensions de plus en plus fréquentes. La situation est déjà mauvaise la semaine, elle atteint des sommets lors des week-ends.

Aux guichets, le manque de personnel est tellement criant que les guichetiers ne peuvent presque plus prendre de pause pour aller aux toilettes. Le dimanche, aux Aubrais, la vente n'ouvre qu'à 10 h 15 et avec deux agents seulement. Comme il y a

souvent une demi-heure de queue voire plus, les usagers qui attendent et craignent de rater leur train perdent de plus en plus souvent patience. La tension monte et ceux qui en pâtissent sont les cheminots présents en gare, au guichet ou sur les quais.

L'accueil n'est pas mieux loti, avec un seul agent en gare des Aubrais, les samedis et dimanches matins, pour renseigner les usagers, accueillir les personnes handicapées ou les enfants voyageant seuls. Le samedi 15 juin par exemple, pendant vingt

minutes, il y avait seulement un agent d'accueil et deux agents d'escale (les agents chargés du départ des trains) pour aider cinq personnes handicapées et un groupe de passagers à s'installer dans quatre trains différents, sans parler de tout ce qui leur restait à faire: départ du train, sécurité, etc.

Au contrôle, la situation n'est pas meilleure. Le 19 juin, un contrôleur sur un train Bourges-Paris a été agressé, ce qui a entraîné une intervention de la police en gare des Aubrais. Informés,

les contrôleurs parisiens ont décidé de déposer leurs sacs, en usant de leur droit de retrait. Les contrôleurs des Aubrais-Orléans ont informé la direction qu'ils soutenaient leurs collègues parisiens et qu'ils feraient de même si la direction leur demandait de les remplacer. Ils comprenaient d'autant mieux leurs collègues parisiens qu'ils ont eux-mêmes fait une semaine de grève en décembre 2012 pour obtenir d'être au moins deux contrôleurs par train, pour éviter ce type d'agressions.

La direction s'était engagée après cette grève à mettre deux contrôleurs sur les trains dits sensibles, mais elle n'a pas tenu cet engagement très longtemps. Il reste que, grâce à cette réaction collective, les contrôleurs parisiens ont notamment obtenu la promesse de quelques nouvelles embauches.

Ces exemples sont le lot quotidien de bien des cheminots. Beaucoup ne boivent plus les belles paroles de la direction, et le ras-le-bol se fait sentir dans tous les services.

Correspondant LO

• Chantiers STX de Saint-Nazaire

Un accord de compétitivité qui ne passe pas.

La direction des chantiers navals STX de Saint-Nazaire a entamé depuis quelques semaines une série de négociations afin d'aboutir à un accord de compétitivité, accord qui doit selon elle «*refonder le pacte social de l'entreprise*». Mais il est bien possible que la résistance des travailleurs l'oblige à revoir ses prétentions !

Depuis plusieurs mois, le chantier naval est en bas régime, faute de travail. Plusieurs centaines de sous-traitants et d'intérimaires ont été licenciés et le chômage partiel est utilisé massivement pour les 2 100 travailleurs de STX, certains n'étant pas retournés au travail depuis décembre dernier. Profitant de cette situation, la direction n'a eu de cesse de tester sur ceux qui restent ce qu'elle n'a jamais totalement réussi à faire jusque-là, en accentuant la modulation, la flexibilité et les pertes de rémunération.

Avec une commande de paquebot géant en poche, dont la construction débutera en fin d'année, avec l'accord ANI «*compétitivité*» et la loi qui a suivi, et tout le matraquage médiatique sur le «*coût du travail*», le patron, dont l'un des actionnaires est l'État français pour 33 %, s'est senti en situation favorable pour négocier un accord d'entreprise sur ce sujet avec les syndicats.

Depuis plus d'un mois, les discussions sont en cours. La CFDT, la CGC et la CFTC se disent d'emblée prêtes à négocier un tel accord, mais la CGT et FO s'affirment opposées à toute négociation sur la compétitivité aux Chantiers et organisent avec succès pétition et débrayages contre ce projet. Ces débrayages sont très suivis, jusqu'à 450 travailleurs, avec une présence très remarquée d'une centaine d'employés du bureau d'études, et même de quelques agents de maîtrise et cadres. Dans le même temps, une pétition CGT et FO pour refuser en bloc tout projet d'accord a recueilli 810 signatures.

Face à une contestation prenant de l'ampleur, le patron a décidé durant trois semaines de stopper les réunions, afin selon lui de mieux expliquer «*les enjeux de l'accord*». Mais, pour les travailleurs qui subissent déjà quotidiennement les tentatives de la direction pour mettre en place plus de flexibilité ou de

modulation, les explications ne sont pas nécessaires.

Ces dernières semaines, spécialement dans les secteurs de production, et même indépendamment des appels syndicaux, ils se servent de toutes les occasions à leur portée pour faire comprendre à la direction leur refus de toute dégradation de leurs conditions de vie. Des ouvriers ont par exemple refusé de se rendre à une réunion de travail qui avait pour but de leur expliquer la nécessité de l'accord. Le lendemain, devant l'insistance de la direction à les convoquer de nouveau, ils ont débrayé avec un atelier voisin puis se sont rendus à la réunion. Au final, c'est le membre de la direction présent dans la salle qui a reçu une sévère explication de la part de la centaine de travailleurs présents !

La direction a finalement repris les négociations le mercredi 19 juin, en mettant sur papier un premier projet d'accord.



Les travailleurs de STX en assemblée générale le 20 juin.

Celui-ci prévoit 20 minutes supplémentaires de travail par jour gratuitement, une modulation de zéro à 48 heures de travail par semaine suivant la charge de production, des attaques sur les primes, la mutuelle...

En en prenant connaissance, de nombreux salariés se sont retrouvés lors d'un nouveau débrayage intersyndical, le plus suivi depuis le début du mouvement. Cela a été l'occasion de vérifier que la mobilisation n'avait pas faibli, malgré la propagande patronale

et les pressions. Des secteurs ont spontanément décidé de ne pas reprendre le travail plusieurs jours de suite, de stopper la production, et de discuter des actions à mener pour que la prochaine réunion de négociation se fasse sous pression !

Aujourd'hui, la direction se retrouve face à un sac de nœuds, mais c'est bien la lutte collective des travailleurs, leur détermination et leur nombre qui lui feront se prendre les pieds dedans !

Correspondant LO

• Airbus – Toulouse

Après le salon du Bourget... l'envers du décor

Lors du salon du Bourget, les industriels gros et petits de l'aéronautique civile mais aussi militaire ont engrangé un maximum de commandes. Mais comment cela va-t-il se traduire pour les travailleurs ? Certains commentateurs se sont réjouis en laissant entendre que le chômage allait enfin diminuer. Mais c'est oublier la rapacité du patronat et la servilité du gouvernement de gauche... et de ses soutiens au niveau de la région.

À Airbus, si l'on en croit Marwan Lahoud, un des patrons de EADS, «*en fin d'année, nos lignes d'assemblage tourneront sept jours sur sept, 24 heures sur 24*». C'est dire que l'accord sur la compétitivité que la direction veut mettre en place au retour des congés ira dans le sens d'une aggravation sévère des conditions de travail. Ce que préparent les dirigeants, c'est une véritable guerre. Même s'il y a dès aujourd'hui des embauches, elles ne sont pas à la hauteur des besoins. Ils préfèrent faire crever à la tâche ceux d'entre nous qui ont un travail et laisser crever les autres au chômage.

En dépit du discours des dirigeants politiques locaux dont Martin Malvy, président de la région Midi-Pyrénées, qui s'est réjoui «*des retombées*

positives pour l'emploi», force est de constater que le chômage dans la région ne diminue pas, malgré les succès historiques d'Airbus. Il a même augmenté. Par contre, les caisses du patronat de l'aéronautique se remplissent, pas seulement grâce aux commandes mais également grâce aux finances publiques.

Fin juin, il est question que la région vote une rallonge de deux millions d'euros afin d'abonder l'enveloppe d'Aérofund3, ce fonds qui vise à aider les PME sous-traitantes d'Airbus. Ceci vient s'ajouter au dispositif plus vaste sur cinq ans appelé Plan aéronautique de la région et qui est doté de 130 millions d'euros d'aides publiques. Ce plan est destiné à soutenir la modernisation de la filière et à accompagner les

entreprises et laboratoires de l'aéronautique et du spatial. Par ailleurs, la région aide beaucoup pour la formation. Ainsi, en 2004, elle a créé un lycée public de l'aéronautique qui vient s'ajouter au lycée privé d'Airbus. Elle finance aussi la formation des stagiaires dans les entreprises aéronautiques, 7,3 millions d'euros y sont consacrés en 2013.

Aux aides de la région il faut ajouter les aides de la Banque publique d'investissement, dont le directeur général est venu inaugurer l'agence de Midi-Pyrénées lundi 24 juin. Il a notamment déclaré : «*Nous avons réinvesti à hauteur de 60 millions d'euros dans Aérofund3. Tout ce qui concerne l'aéronautique, quel que soit le rang des entreprises, restera une priorité.*»

Pendant que les patrons de l'aéronautique voient leurs coffres-forts se remplir, environ 400 travailleurs licenciés de Freescale sont allés s'inscrire tout récemment à Pôle emploi.

Correspondant LO

• Rennes

Carrefour devra payer !

47 salariés des supermarchés Carrefour Cesson et Alma à Rennes viennent d'obtenir gain de cause auprès des Prud'hommes contre leur employeur. Celui-ci avait décrété, il y a plusieurs années déjà, que le forfait «*temps de pause*» était déjà inclus dans leur salaire mensuel.

Ce forfait temps de pause représente une somme correspondant à 5 % du salaire de base, salaire de base qui ne peut être inférieur au smic. Or les salariés concernés recevaient en salaire mensuel le smic en tout et pour tout, et non le smic plus 5 %. Cela revenait, de la part de la direction de Carrefour, soit à considérer que le salaire de base était inférieur au smic, soit à ne pas payer le temps de pause.

Avec l'aide des syndicats CGT et CFDT, les salariés ont donc attaqué leur employeur

et exigé leur dû, d'autant que d'autres travailleurs de Carrefour dans d'autres magasins avaient déjà gagné sur le même litige. Il leur aura fallu quatre ans de procédure, l'arbitrage d'un juge départiteur (puisque les conseillers prud'homaux consultés sur cette affaire n'avaient pu dégager de majorité) et surtout une bonne dose de ténacité pour obtenir gain de cause.

Ils ont aussi obtenu que l'employeur prenne en charge l'entretien des tenues de travail. En tout, Carrefour devra verser plus de 160 000 euros aux 47 salariés. Cela représente des sommes de 1 500 à 4 000 euros pour chacun. Ce jugement est aussi une victoire morale contre des patrons qui se croient tout permis et un encouragement à tous ceux qui relèvent la tête en se battant pour faire respecter leurs droits.

Correspondant LO

• Hôpital de Morlaix

Contre les coups budgétaires

Le personnel se mobilise

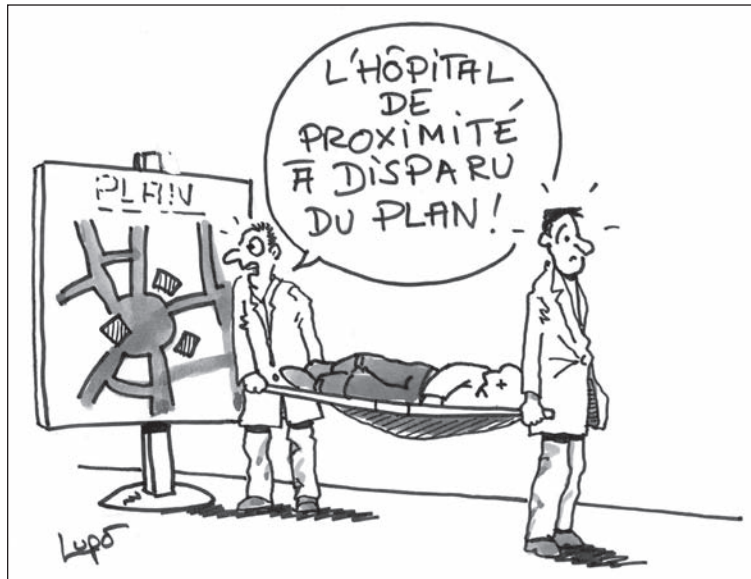
Au centre hospitalier des Pays de Morlaix (CHPM), le mécontentement couve depuis quelque temps et le personnel a décidé de se mobiliser. En chirurgie semaine, quatre postes viennent d'être supprimés, parce que la rentabilité du service était jugée insuffisante par la direction. Du jour au lendemain, les collègues ont été invités à postuler dans d'autres services.

Mais ailleurs ce n'est pas mieux. De nombreux arrêts ne sont plus remplacés, comme dans le service de soins polyvalents de Plougonven, où l'équipe du soir tourne à deux au lieu de trois; ou encore à Roz ar Scour, où il manque un agent et un infirmier. En médecine gériatrique un étudiant a dû faire office d'infirmier. Comment parler de service public et de qualité des soins quand les patients ne sont plus levés, faute d'effectifs pour le faire?

Jeudi 20 juin, les syndicats CGT et Sud ont appelé à

une assemblée générale pour préparer la riposte. La direction venait d'annoncer un budget de l'hôpital en déficit, qui n'augurait rien de bon. L'assemblée a connu un franc succès. Avec 150 participants, c'est la plus importante à l'hôpital depuis 2002. Tous les secteurs étaient représentés, l'hôpital général, la psychiatrie, les services techniques et logistiques, les SSR, les longs séjours. Chacun se sentait concerné, personnel de jour comme de nuit, titulaire ou contractuel. Après deux heures de discussion, il a été décidé d'amplifier la mobilisation pour faire reculer la direction. Des tracts seront diffusés dans les services et à l'extérieur du CHPM. Un appel à un débrayage illimité est déposé à compter du 27 juin en vue d'actions lors du comité technique d'établissement prévu ce jour-là et du conseil de surveillance du lendemain.

Lors d'une réunion avec les syndicats après l'assemblée, les



représentants de la direction ont confirmé leurs intentions. Déficit ou non, ils entendent augmenter les recettes par la valorisation du prix des chambres particulières et réduire les dépenses de mille façons.

C'est un véritable plan d'attaques qui s'annonce : non-remplacement des départs en retraite, augmentation de la polyvalence, remise à plat des astreintes et externalisation

dans les services techniques ; suppressions de lits, restructurations forcées avec suppressions de postes et fermetures dans les services de soins. Et, qui plus est, la direction s'apprête à dénoncer l'accord des 35 heures de 2002, afin de réduire le nombre de RTT. Mais si elle compte sur la résignation du personnel, elle risque de déchanter.

Correspondant LO

• Hôpitaux de La Rochelle

Grève contre les suppressions de postes

Pour le troisième lundi consécutif, près de cinq cents agents hospitaliers en colère des deux hôpitaux de La Rochelle et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Saint-Martin-de-Ré, qui leur est rattaché, ont manifesté le 17 juin. Les grévistes étaient même deux fois plus nombreux, compte tenu des personnels assignés.

Les grévistes protestent contre les restrictions budgétaires que la direction veut imposer. Elles se traduiraient dans l'immédiat par la suppression de cinq jours de RTT par salarié, que le directeur a le culot de justifier au nom de la sauvegarde de l'emploi! Les personnels dénoncent ce mensonge : avec les heures supplémentaires

qu'on veut leur imposer en plus de ce vol, cela permettra au contraire à la direction de supprimer 70 à 80 emplois, à commencer par les CDD.

L'établissement ne peut même pas aujourd'hui invoquer le prétexte d'un déficit : il était bénéficiaire de près d'un million d'euros en 2012. La

direction annonce certes des déficits pour 2013 mais, comme partout, ils sont fabriqués et résultent du désengagement de l'État. Partout, l'État impose des économies sur le dos des personnels et de la sécurité des malades, car il préfère consacrer l'argent aux capitalistes... ou à mener sa sale guerre au Mali, qu'à soigner les malades.

Les 3 500 travailleurs du groupement hospitalier ne sont pas partis pour se laisser faire. La manifestation du lundi 17 juin, très dynamique, a parcouru La Rochelle et s'est rendue à l'hôtel de ville, où

le maire Maxime Bono (PS), président de l'hôpital, s'est fait copieusement huer pendant son discours, à cause de son soutien au plan d'économies. La permanence du député Olivier Falorni (radical de gauche), solidaire du gouvernement, a aussi été visitée. Les grévistes ont prévu de nouvelles actions, dont une visite aux personnels de l'hôpital de Poitiers, en lutte contre les mêmes restrictions budgétaires. Ces restrictions criminelles, à l'échelle nationale, nécessitent en effet une riposte commune.

Correspondant LO

• Finances publiques – Paris 17^e

Le ras-le-bol s'exprime

Le mardi 11 juin, près de 80 travailleurs du centre des Finances publiques du 17^e arrondissement de Paris ont manifesté devant l'entrée de leur établissement, qui a d'ailleurs été fermée une partie de la matinée.

Depuis un certain temps déjà, les salariés en ont plus qu'assez. Non seulement ils subissent depuis plus d'un an les nuisances des travaux de rénovation, mais surtout le manque de postes accentue la pression au travail et la désorganisation des services.

Contacté par les militants syndicaux, le directeur régional des Finances publiques de Paris (DRFiP) a fait dépêcher en urgence le directeur du pôle de gestion fiscale Nord-est, accueilli par des employés qui scandaient : « Les bonnes paroles, y en a ras le bol ». Le directeur du pôle, flanqué de deux responsables parisiens, qui au départ ne voulaient recevoir qu'une délégation, a donc dû faire face à l'exaspération des agents qui ont donné des exemples concrets de leur ras-le-bol. Les griefs sont nombreux. Un agent a rappelé qu'une porte vitrée s'était brisée sur lui. Ceux de l'accueil du service des impôts des particuliers ont expliqué qu'ils n'arrivent pas à prendre leur pause déjeuner à des heures normales.

Pour le téléphone, la DRFiP a fait disparaître dans tout Paris les emplois de standardistes. À ce sujet, la direction s'est ridiculisée lorsqu'un collègue a fait entendre le message vocal du standard, qui invite à attendre que quelqu'un réponde alors qu'il n'y a plus personne au numéro composé.

Le manque de postes touche tous les services des Finances publiques. Une mobilisation comme celle du 11 juin peut obliger les directions locales à cesser de dire que tout va bien et à stopper les suppressions d'emplois. D'ailleurs les journées d'action locales qui ont eu lieu à Saint-Denis en 2012 avaient obligé la direction à trouver rapidement quelques-uns des emplois supplémentaires qui manquaient cruellement.

Correspondant LO

La SNCF invente le e-train bondé.

La SNCF vient de lancer en région parisienne une application permettant de savoir, en consultant un smartphone, quels sont les trains remplis à bloc et ceux dans lesquels on aura une chance de s'asseoir. Ses dirigeants espèrent inciter les usagers à modifier leurs horaires s'ils veulent voyager avec un minimum de confort.

« Quand on a 40 % de taux

moyen d'occupation des matériels, et qu'on monte jusqu'à 200 % en heure de pointe, ça donne matière à réflexion. L'idée, c'est donc d'étaler la pointe » a expliqué une responsable du réseau Île-de-France. Facile à dire! Coïncés entre des horaires de travail qu'ils ne peuvent pas forcément modifier et leurs autres obligations, les enfants à aller chercher par exemple, la

majorité des salariés devront bien continuer à s'écraser dans des trains surchargés. Tout le monde n'a pas la possibilité d'attendre le temps qu'il faut pour avoir, peut-être, une place assise!

Ce gadget ne changera donc rien aux conditions de transport de la majorité des salariés. Les usagers pourront faire évoluer l'application en question, baptisée

Tranquilien, en indiquant par exemple qu'il ne faut surtout pas prendre un train où ils sont pressés comme des sardines. Vu le degré de saturation, amplifiée par les retards chroniques, la couleur dominante sur les écrans des smartphones risque fort de devenir le rouge, indiquant une occupation maximum!

Daniel MESCLA

• Sevelnord – Valenciennes

Accord de compétitivité

Tu parles d'un modèle !

Sevelnord, usine automobile près de Valenciennes, filiale de PSA, a été soi-disant sauvée en juillet 2012 par un accord de compétitivité signé par plusieurs syndicats de l'usine (SPI-GSEA, CGC, FO), la CGT n'ayant pas signé. Cet accord a servi de modèle à bien d'autres, utilisant le chantage à la fermeture d'une usine pour obtenir la signature de syndicats et le soutien de politiciens de tous bords, pour imposer des reculs importants en l'échange de la promesse – encore à vérifier – du maintien d'une activité de production.

À Sevelnord, l'accord s'intitulait « *accord d'entreprise sur l'adaptation des conditions de travail, la pérennisation des emplois et le développement de Sevelnord* ».

Pour le développement, attendons de voir si le futur véhicule utilitaire promis pour fin 2015 arrive vraiment. S'il arrive, attendons de voir s'il se vend. Autrement dit, la promesse du patron dépendra, comme toujours, de l'état du marché, donc des profits. Si les profits ne sont pas au rendez-vous, PSA enterrera vite ses promesses. Les syndicalistes et les politiciens qui ont fait semblant de croire PSA le savent, mais ils ont joué le jeu quand même et ils ont accepté le gel des salaires et tout le reste avec.

En onze ans, les effectifs de l'usine sont passés de 4 000 à 2 250. Et le nouveau directeur qui vient de prendre ses fonctions l'a répété : il y a encore, selon lui, 300 travailleurs de trop dans l'usine. Alors, même s'il n'y a pas officiellement de licenciements, il y a les pressions constantes pour inciter au départ, avec une misère : trois mois de salaire pour dix ans d'ancienneté, ou dix-sept mois pour quarante ans.

Le 6 juin, à la passation de pouvoir entre les deux directeurs, Denis Martin, le directeur industriel de PSA, y est

allé de son couplet : « *Il faut aller plus loin, être encore plus exigeants, faire de Sevelnord une référence industrielle incontournable en matière de production de véhicules utilitaires légers.* »

Les politiques locaux ainsi que les syndicalistes signataires ont fait des cadeaux au directeur sortant et ont salué le rentrant, qui les a appelés à « *se mettre en ordre de bataille pour réaliser ce beau projet* ». Mais ce n'est pas eux, les victimes de la bataille !

C'est dans les ateliers que la course à la compétitivité fait des ravages : des centaines de postes de travail ont été supprimés, le temps de travail des deux équipes a été rallongé de dix minutes en juin et en juillet. Quatre samedis travaillés obligatoires ont été annoncés pour la même période. Les

engagements ont été revus à la hausse et tous les moyens sont bons pour tenter d'accélérer la production, y compris les menaces et les sanctions. Quand elle est jugée insuffisante, de l'overtime est prévu : la direction peut désormais annoncer à une équipe qu'elle va travailler jusqu'à 21 minutes supplémentaires le jour même. Il suffit qu'elle prévienne quelques heures avant la fin du poste !

Tout cela provoque évidemment fatigue supplémentaire et accidents. Mais ces dernières semaines il y a aussi eu plusieurs débrayages dans des secteurs différents, dont certains de plus de deux heures. Contre des sanctions, mais aussi et surtout contre le surengagement. La direction s'en sort pour l'instant en distillant des renforts temporaires.

À sa façon, un des syndicats signataires de l'accord, qui craint la généralisation des débrayages, vient de le reconnaître en demandant à la direction de « *remettre en place une bonne dose de social* ».

Les demandes respectueuses ne suffiront pas... il faudra l'imposer !

Correspondant LO



• Carhaix (Finistère)

2 000 manifestants contre Marine Harvest

Samedi 22 juin, à Carhaix dans le Finistère, près de 2 000 personnes ont manifesté leur soutien aux salariés de l'usine d'emballage de saumon de Poullaouen, menacés de licenciement par le groupe Marine Harvest. Une vingtaine de salariés de Châteaugiron en Ille-et-Vilaine, dont l'usine va aussi fermer, étaient présents aux côtés de leurs collègues de

Poullaouen dont 287, intérimaires compris, vont être jetés à la rue en 2014. L'usine de Poullaouen a compté jusqu'à un millier de salariés et faisait vivre de nombreuses familles.

Les travailleurs de Marine Harvest sont écoeurés de se voir sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. De nombreux habitants se sont joints à la manifestation

qui a parcouru les rues de Carhaix. Les responsables politiques locaux disent déplorer la catastrophe que tout cela représente. Un grand rassemblement pour l'emploi en Centre Bretagne est annoncé à la rentrée. Mais c'est maintenant qu'il faut interdire les licenciements chez Marine Harvest.

Correspondant LO

• Française de mécanique – Douvrin (Pas-de-Calais)

Effectifs en chute libre et chantage sur l'emploi

À la Française de mécanique, comme dans beaucoup d'entreprises, les effectifs sont à la baisse depuis de nombreuses années. De plus de 5 300 salariés, dont environ 800 intérimaires, en 2003, les effectifs sont progressivement passés à 3 200 salariés, dont 200 contrats alternants.

Depuis quelques mois, les rumeurs que fait courir la direction se sont amplifiées chaque semaine. On a entendu parler de passage aux 4x10 heures, entendu dire que le nouveau directeur fermerait trois, voire quatre bâtiments, que l'on supprimerait 1 500 emplois. Le DRH affirmait que la production baisserait de 300 000 moteurs par an, etc.

Au début du mois, la direction est finalement arrivée avec des chiffres et des prévisions pour les prochaines années, en volumes de moteurs et en effectifs pour les fabriquer. Selon les prévisions de la direction, il n'y aurait peut-être plus que 1 800 personnes en 2016 pour faire 640 000 moteurs par an, au lieu de 900 000 en 2012 ! Cela ferait plus de mille salariés en moins d'ici trois ans !

Après avoir menti pendant des années, en disant « tout va bien, ne vous inquiétez pas », la direction maintenant tente au contraire de faire peur. Elle fait du chantage à l'obtention d'un nouveau moteur à fabriquer à la FM pour faire passer son accord de compétitivité. Pour mettre la pression sur les emplois, elle dit que l'usine est moins compétitive que celle de Trémery, près de Metz. Mais à Trémery aucune information n'a été donnée sur un moteur en concurrence avec la FM.

En tout cas, il faut savoir que licencier, l'entreprise y est prête, comme l'ont amplement montré récemment les deux actionnaires, PSA et Renault. L'annonce

à la presse par la CGT d'une possible suppression de mille emplois a mis en route dans l'usine les discussions sur l'avenir. Bien des salariés aspirent à partir au plus tôt à la retraite et certains espèrent même qu'on leur donnera l'occasion de partir avant. Tout le monde les comprend, le travail posté à la chaîne a usé un grand nombre de travailleurs.

Mais le problème se pose quand même de savoir ce qui arrivera à ceux qui vont rester. Et puis des centaines et même des milliers de travailleurs qui ne sont pas remplacés quand ils partent en retraite, cela ne donne aucune chance aux jeunes de la région, qui sont pour beaucoup au chômage. Les salariés voient bien qu'il s'agit là d'une nouvelle attaque.

Mardi 18 juin, la CGT a organisé une prise de parole au changement d'équipe, le midi. Du coup, la direction s'est mise aussi à faire de l'information en organisant le même jour des réunions pour tous les travailleurs. Le directeur n'a pas beaucoup convaincu et, malgré la claque organisée par la maîtrise à la fin de son discours, l'applaudimètre est resté proche de zéro.

Vendredi 21 juin, la direction annonçait les premières mesures qu'elle comptait proposer à la signature des syndicats dès la fin juillet. Au programme : overtime (c'est-à-dire heures supplémentaires annoncées à la dernière minute), suppression de la pause casse-croûte et vol d'un, deux ou trois jours sur les banques d'heures, selon qu'on est ouvrier, ETAM ou cadre. Elle va faire ainsi des annonces tous les vendredis. Dans les ateliers, les premières ont déclenché beaucoup de commentaires hostiles. Il faudra que cette hostilité se transforme en action de protestation.

Correspondant LO

• Hollande et les patrons au Qatar

Notre ami le dictateur

Le chef de l'État et une brochette de patrons ont fait un séjour au Qatar afin de parler affaires et de signer des contrats. Pour Hollande, les relations franco-qataries doivent rester cordiales, décomplexées et tapissées de billets de banque.

Vu de très, très loin, le Qatar peut passer pour une sorte de simili-démocratie. Après tout, contrairement à sa voisine l'Arabie saoudite, les femmes y ont le droit de s'habiller comme elles veulent et de conduire leurs voitures. Et une célèbre chaîne de télévision, Al Jazeera, semble avoir le droit de parler de tout.

À y regarder de plus près, il en va tout autrement. Dans cette monarchie héréditaire et absolutiste, l'émir gouverne sans partage, nommant et congédiant à sa guise ses ministres. C'est l'émir qui fixe

lui-même le montant des rémunérations de l'émir. Aucun parti politique, aucun syndicat n'est toléré.

Près de deux millions d'habitants vivent au Qatar. 20 % d'entre eux sont des Qataris, en général très aisés. 80 % sont des étrangers, Indiens, Pakistanis, Iraniens, Palestiniens, etc., très peu payés (de l'ordre de 1 000 euros par mois) et parqués dans des campements à l'écart des villes... des Qataris. Ils ne disposent strictement d'aucun droit et le plus souvent leurs employeurs confisquent leurs passeports, tant qu'ils

sont dans le pays, afin de les avoir totalement à leur merci.

Le poète qatari Al Dhib, qui, dans le cadre d'une joute poétique habituelle dans ce pays, a osé demander qu'il se produise un « printemps arabe » au Qatar, a été condamné à la prison à perpétuité pour cette audace. Peine commuée par l'émir, dans son infinie mansuétude, en « seulement » quinze années de prison.

Voilà le pays qu'ont visité sans état d'âme le président socialiste de la République française et sa brochette de patrons. Avec les retombées de pétrodollars en provenance du Qatar, qui arrosent tant le patronat que le PSG, comment pourraient-ils entrevoir la dictature ?

André VICTOR

• Qatar

Guerre civile en Syrie et enjeu gazier

Officiellement, la France et le Qatar se retrouvent dans le même camp pour soutenir l'opposition syrienne à Bachar El-Assad. Le Qatar et l'Arabie saoudite n'ont pas attendu pour fournir des armes à la rébellion, et en particulier à des groupes islamistes. Mais si l'amour de dieu joue son rôle, c'est surtout celui du dieu hydrocarbure.

Même si la presse française n'est pas très loquace sur ce sujet, nous sommes au Proche-Orient et, dans cette région du monde, derrière la plupart des conflits plane généralement l'odeur du pétrole. Il semble que cette fois le gaz soit en cause.

Le Qatar dispose des réserves de gaz naturel les plus importantes de la région, avec celles de l'Iran. Et, depuis quelques années, pour livrer son gaz, il aimerait ne plus passer par le détroit d'Ormuz sous surveillance iranienne. La situation est d'autant plus conflictuelle avec l'Iran que le Qatar a bénéficié des mesures d'embargo qui frappent son rival, et a aussi été accusé de pomper dans les nappes de gaz de son voisin.

En 2009, le Qatar s'était même rapproché de la Syrie dans l'espoir de mettre en place un gazoduc terrestre qui irait du golfe Persique à la Turquie, et au-delà vers l'Europe, via l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie. Doha, capital du Qatar, avait même signé en 2010 un pacte de défense avec Damas. Mais, finalement, Assad avait renoncé à ce projet pour favoriser un partenariat avec l'Iran. En 2011, la Syrie et l'Iran ont donc signé des accords qui devaient déboucher

en 2014 sur le démarrage d'un gazoduc partant d'Iran pour passer par l'Irak, la Syrie et le Liban, pour aller ensuite alimenter l'Europe.

Ce projet ne fait pas du tout l'affaire du Qatar, d'autant moins qu'il n'est pas exclu que la Syrie, notamment dans la région d'Homs, dispose elle aussi de réserves de gaz importantes. Les États-Unis, Israël, la Turquie et le Qatar voudraient donc mettre sur pied un autre gazoduc pour alimenter l'Europe. Et si un certain nombre de régions syriennes passaient sous le contrôle d'amis du Qatar, en échappant à Assad, ce gazoduc pourrait même y passer...

Côté français, le groupe Total y trouverait son compte, lui qui est présent au Qatar depuis 1936 et y est l'un des principaux opérateurs pour ce qui concerne les hydrocarbures. Ce n'est pas pour rien que le Qatar est également le troisième actionnaire du groupe pétrolier français.

Mais, naturellement, les tentations des dirigeants français de s'engager en Syrie aux côtés des rebelles n'ont pas d'autre motif que l'amour de la liberté ; en tout cas celle des trusts gaziers.

Jacques FONTENOY

• Journal Les Échos

Les femmes de la rédaction pour l'égalité de traitement

Les Échos est le principal quotidien patronal consacré à l'économie. Les éditions papier et Internet du 7 juin dernier ne comportaient aucune signature de journalistes femmes, suite à la décision de la majorité de celles-ci, plus de soixante-dix sur une centaine de femmes, d'attirer l'attention sur les discriminations dont elles s'estiment victimes, comme elles l'ont expliqué dans un communiqué.

Chaque jour, les femmes sont aussi nombreuses que les hommes à participer à la réalisation du journal mais, comme elles le disent, « *il n'y a de femme ni à la rédaction en chef ni à la direction de la rédaction du quotidien* ».

Après le départ vers d'autres fonctions de l'ancien directeur de la rédaction, Henri Gibier, et la nomination de Nicolas Barré, son adjoint, à la tête de la rédaction, les femmes des Échos espéraient que la misogynie ambiante s'estomperait. Il n'en a rien été. La composition de la nouvelle équipe dirigeante est sans appel : 12 hommes et zéro femme. Officiellement, aucune femme ne correspondait au profil recherché !

Cette goutte a fait déborder le vase, car les griefs sont nombreux et anciens. À l'opacité des promotions internes réglées « entre amis »

s'ajoutent les inégalités des augmentations individuelles de salaire, des primes, de la mobilité interne, et la mise au placard des femmes qui auraient le malheur d'avoir trop d'enfants. Certains de ces problèmes concernent aussi les hommes, mais les femmes ont été les premières à réagir.

Ce mouvement, qui a changé l'atmosphère du journal, a reçu des marques de sympathie des autres services, mais aussi de médias extérieurs. En effet, s'il est admis que la rédactrice en chef de *Elle* ou de *Marie-Claire* puisse être une femme, c'est plus difficile quand il s'agit des quotidiens d'information.

Quoi qu'on pense de la ligne propatronale du quotidien *Les Échos*, et donc de bien des articles qu'elles contribuent elles aussi à écrire, les rédactrices des Échos ont raison de se mobiliser pour

l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Francis Morel, le PDG du groupe *Les Échos*, a dit prendre ce mouvement « *très au sérieux* » et s'est dit prêt à recevoir ses représentantes. Les femmes de la rédaction sont venues à une quarantaine à cette réunion symbolique, mais assez cocasse : une quarantaine de femmes dans des tenues colorées face à sept hommes en costume-cravate noirs...

Il est sorti de là trois groupes de travail, où les femmes des Échos vont mettre en forme leurs griefs et revendications sur les promotions, l'organisation du travail, et surtout les salaires et les inégalités à leur détriment.

On verra maintenant si la direction prend ce mouvement « *très au sérieux* », au point de répondre aux revendications. En tout cas, il reste aussi dynamique qu'au départ et s'est même élargi à une partie des femmes secrétaires de rédaction ou s'occupant de l'iconographie, qui se sont associées au mouvement.

Jacques FONTENOY

